

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/200405]

**15 DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, les articles 2 à 4, 7, 9 à 11, 13, 14, 16, 17 et 21 modifiés par le décret du 26 mai 2016 et les articles 8, 12 et 18;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 portant exécution des articles 5 à 7 du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution des articles 3 et 4, 8 à 16 et 18 du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle;

Vu l'avis n° A.1244 du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 5 octobre 2015;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 13 octobre 2015;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2016;

Vu l'avis n° 60.371/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 novembre 2016 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport du 12 décembre 2016 portant sur l'évaluation de l'impact sur la situation respective des femmes et des hommes établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions et généralités

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret : le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, modifié par le décret du 26 mai 2016;

2° le Ministre : le Ministre de la Formation;

3° l'Administration : la Direction de la Formation professionnelle du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

4° l'inspection sociale : la Direction de l'Inspection sociale du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

5° le stagiaire : la personne en formation répondant aux conditions visées aux articles 5 et 6 du décret;

6° les heures d'encadrement : les heures effectivement prestées par le personnel encadrant chargé de la coordination pédagogique, de la formation, du suivi pédagogique et de l'accompagnement social des stagiaires;

7° le personnel encadrant : les personnes exerçant au sein du centre des fonctions de coordination pédagogique, de formation, de suivi pédagogique ou d'accompagnement social, liées contractuellement au centre pour les fonctions visées;

8° le projet post formation : le document élaboré par le stagiaire et le personnel encadrant qui précise l'objectif d'insertion socioprofessionnelle du stagiaire au terme de sa formation et reprend l'ensemble des activités et démarches pour y parvenir.

Le Ministre peut préciser les définitions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Les délais, dans le cadre du présent arrêté, sont calculés selon les règles suivantes :

1° le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'est pas compris dans le calcul du délai;

2° le jour de l'échéance est compté dans le délai;

3° lorsque ce jour de l'échéance est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, il est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Les mois de juillet et août ne sont pas pris en compte dans le calcul des délais.

**Art. 3.** On entend par heures assimilées, les heures de formation que le stagiaire aurait dû effectivement suivre selon son programme, mais qu'il n'a pas suivies pour les motifs et dans les limites suivantes :

1° la maladie ou l'accident de travail du stagiaire, justifié par un certificat médical avec un maximum d'un mois par période d'absence justifiée par ce motif;

2° la maladie d'un enfant, sur présentation d'un justificatif délivré par le médecin, la garderie ou la crèche dans laquelle l'enfant est inscrit avec un maximum d'une semaine par période d'absence justifiée par ce motif ainsi que les jours prévus pour le congé de maternité, de paternité ou de naissance;

3° la grève ou l'intempérie immobilisant les transports en commun attestées par la société de transport en commun ou une coupure de presse;

4° lorsque le stagiaire suit une formation en entreprise, les intempéries rendant dangereux ou impossible l'accomplissement du travail par le stagiaire eu égard soit à sa santé ou à sa sécurité, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir moyennant décision de l'entrepreneur ou de son représentant sur le chantier et après consultation des délégués du personnel;

5° la recherche d'un emploi ou l'inscription à une autre formation pour laquelle la présence du stagiaire est requise qu'elle soit liée à l'information, l'accueil ou la procédure de sélection et de recrutement;

6° l'accomplissement d'obligations auprès de l'Office national de l'Emploi, de l'Office, de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, d'un centre public d'action sociale, d'un service communal, du service d'aide à la jeunesse ou du service de protection de la jeunesse, de la caisse de paiement des allocations de chômage ou d'un syndicat, de la mutuelle auprès de laquelle est inscrit le stagiaire, de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, ou de la commission de libération conditionnelle, les cours et tribunaux ou toute autre obligation qui exige la présence du stagiaire auprès de l'organisme compétent;

7° les jours d'absence visés par l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles;

8° les fêtes religieuses des cultes reconnus et des fêtes des organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle;

9° les absences injustifiées d'une durée maximale équivalant à 10 pour cent des heures de formation du programme, plafonnée à cinq jours par année civile;

10° pour les filières organisées conformément à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, a), sont également assimilées aux heures de formation, les heures non encore dispensées aux stagiaires qui ont réalisé au minimum la moitié de leur programme individuel de formation et qui mettent fin à leur contrat de formation après avoir signé un contrat de travail d'une durée minimale de quatre mois ou un contrat de formation professionnalisante chez un autre opérateur. Dans ce cas, le centre dresse un document justificatif dont le modèle est établi par l'Administration pour les heures non prestées effectivement par le stagiaire;

11° dans le cas de formation en milieu carcéral, les heures non dispensées pour raison de santé du stagiaire, pour absence du stagiaire liée à sa procédure judiciaire en cours, pour cause de sanction du stagiaire, de convocation par service de la prison, de visites, de transfert du stagiaire et de perturbations de l'organisation pénitentiaire suite à des soulèvements sociaux.

#### CHAPITRE II. — Documents et attestations relatifs au stagiaire

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 7 du décret, les documents et attestations nécessaires à l'appréciation des conditions visées aux articles 5 et 6 du décret sont :

1° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret :

a) l'attestation émanant de l'Office prouvant l'inscription comme demandeur d'emploi au sein de l'Office, ci-après dénommé « le document A 23 »;

b) une déclaration sur l'honneur du stagiaire;

2° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret, l'attestation émanant de l'Office prouvant l'inscription comme demandeur d'emploi au sein de l'Office reprenant la ou les périodes d'inscription sur une période de référence de vingt-quatre mois;

3° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, a), du décret :

a) une attestation d'un organisme visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, a), du décret, précisant l'enregistrement auprès de cet organisme;

b) l'attestation du médecin reconnu et affilié de l'Institut national d'Assurances Maladie-Invalidité, le cas échéant du médecin traitant, autorisant la reprise d'une formation au sein d'un centre;

4° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, b), du décret :

a) une attestation émanant de l'entreprise d'assurances précisant le bénéfice de l'allocation;

b) une copie de l'attestation délivrée par l'entreprise d'assurances autorisant la reprise d'une formation au sein d'un centre;

5° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, c), du décret :

a) une attestation émanant du Fonds des maladies professionnelles précisant le bénéfice de l'allocation;

b) une copie de l'attestation délivrée par le Fonds des maladies professionnelles autorisant la reprise d'une formation au sein d'un centre;

6° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, d), du décret, une attestation délivrée par le médecin agréé de l'Office national de l'Emploi précisant l'inaptitude et autorisant la reprise d'une formation au sein d'un centre;

7° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, e), du décret :

a) une attestation démontrant le bénéfice d'indemnités d'incapacités de travail;

b) l'attestation du médecin conseil de la mutuelle autorisant la reprise d'une formation au sein d'un centre;

8° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, f), du décret :

a) une copie de la décision de la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale;

b) une autorisation préalable de reprise d'une formation au sein d'un centre délivrée par le médecin traitant;

9° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>bis, du décret :

a) le document A 23;

b) une déclaration sur l'honneur du stagiaire;

10° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, a), du décret, une attestation de l'établissement pénitentiaire ou de l'assistant de justice autorisant le stagiaire à suivre une formation organisée par le décret;

11° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, b), du décret, une attestation de l'établissement pénitentiaire autorisant le stagiaire à suivre une formation organisée par le décret;

12° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, c), du décret, une attestation d'un établissement visé à l'article 3, 4<sup>o</sup>, de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement des personnes autorisant le stagiaire interné à suivre la formation organisée par le décret conformément aux articles 20 et 21 de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement;

13° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, du décret :

- a) le titre de séjour en cours de validité;
- b) une déclaration sur l'honneur du stagiaire;

14° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret, une attestation du centre public d'action sociale;

15° pour le stagiaire visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, du décret :

- a) le document A 23;
- b) une attestation du centre public d'action sociale;

16° pour le stagiaire visé à l'article 6 du décret :

- a) le document A 23;
- b) une déclaration sur l'honneur du stagiaire.

§ 2. Le Ministre peut modifier et à préciser les documents et attestations visés au paragraphe 1<sup>er</sup> ainsi que les autorités compétentes pour les délivrer, au regard de l'évolution des textes législatifs, décrets et réglementaires.

Le Ministre détermine la liste des titres équivalents au certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

Si plusieurs stagiaires entrent en formation à une date identique, le document A 23 et celui visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, peuvent être établis de façon collective par l'Office.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Les documents et attestations visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, sont communiqués au centre par le stagiaire ou l'organisme compétent, chacun pour ce qui le concerne, dans un délai maximal de quinze jours qui suit l'entrée en formation du stagiaire, à l'exception des stagiaires visés à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, du décret, qui fournissent leur titre de séjour dès l'entrée en formation.

Au plus tard le jour de l'entrée en formation du stagiaire, le centre adresse à l'organisme compétent une demande concernant la vérification de l'appartenance à l'une des conditions d'éligibilité du stagiaire, telles que visées aux articles 5 et 6 du décret. Le centre précise dans la demande adressée à l'organisme compétent à quelle condition d'éligibilité répond le stagiaire.

Tant que le centre ne peut accéder aux documents et attestations émanant de l'Office via la consultation d'une banque de données électronique sécurisée sur le site internet du Forem, l'Office communique au centre les documents et attestations visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1°, a), 2°, 9°, a), 15°, a) et 16°, a), dans un délai maximal de quinze jours qui suit la demande visée à l'alinéa 2.

Le centre, dans l'attente de la réception des documents et attestations précités, sollicite de la part du stagiaire une déclaration sur l'honneur, dont le modèle est établi par l'Administration, par laquelle il atteste appartenir à l'une des conditions d'éligibilité telles que visées aux articles 5 ou 6 du décret. La déclaration sur l'honneur du stagiaire reste valable jusqu'au jour de la réception par le centre des documents et attestations visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>. La déclaration sur l'honneur rend éligibles les heures de formation dispensées par le centre dans le cadre de son agrément.

Si le stagiaire ne répond pas aux conditions d'éligibilité après vérification auprès de l'organisme compétent de l'appartenance à l'une des conditions d'éligibilité du stagiaire, telles que visées aux articles 5 et 6 du décret, ou si le stagiaire ne fournit pas au centre dans le délai requis les documents et attestations visées à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, à moins que les administrations compétentes pour l'émission des documents et attestations ne sollicitent un délai supplémentaire, le stagiaire ne peut pas poursuivre la formation entamée.

Les documents et attestations remis par l'organisme compétent en application de l'article 4 ont une période de validité de sept jours débutant le jour de leur établissement par l'organisme compétent. Si le stagiaire débute effectivement sa formation au sein du centre durant cette période de validité et qu'il atteste sur l'honneur que sa situation administrative n'a pas changé depuis lors, les documents et attestations visés à l'article 4 sont considérés avoir été établis le jour de son entrée en formation.

§ 2. Pour le traitement des données relatives au stagiaire dont il a connaissance dans le cadre de l'exécution du présent arrêté, le centre respecte la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Dans les conditions et selon les modalités prévues par ou en vertu de la loi du 8 décembre 1992 précitée, le centre sollicite l'autorisation de la Commission de la Vie privée pour l'utilisation du numéro de registre national du stagiaire.

**Art. 6.** Par dérogation à l'article 4, en ce qui concerne les stagiaires entrés en formation entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 26 février 2014, la vérification du respect des conditions visées aux articles 5 et 6 du décret s'effectue sur la base de la déclaration sur l'honneur visée à l'article 5, alinéa 4, à l'exception des stagiaires visés à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, du décret qui fournissent leur titre de séjour.

**Art. 7.** Si le stagiaire a volontairement effectué une fausse déclaration sur l'honneur en vue de suivre une formation organisée par ou en vertu du décret et ne répond pas aux conditions des articles 5 et 6 du décret, le centre met fin immédiatement à la formation du stagiaire.

Le centre informe le stagiaire, dès son entrée en formation, qu'il est mis fin immédiatement à sa formation en cas de fausse déclaration sur l'honneur volontaire émise par ce dernier.

### CHAPITRE III. — Obligations du centre

#### Section 1. — Obligations pédagogiques

**Art. 8.** Dans le respect du projet pédagogique visé à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du décret, le centre élabore, pour chaque filière qu'il organise, un programme de formation tel que visé à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, du décret. Au regard du programme de la filière, le centre conclut avec chaque stagiaire un contrat pédagogique, au plus tard le jour de son entrée en formation, et un programme individuel de formation tels que visés à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, b), du décret.

**Art. 9.** Le programme de la filière est élaboré en fonction de la catégorie de la filière telle que visée à l'article 4 du décret et est composé en unités de formation qui déclinent, par activités principales, les compétences, les aptitudes et les connaissances qui permettent d'atteindre l'objectif de la filière. Le programme de la filière précise :

- 1° la durée et le rythme hebdomadaire de la formation;
- 2° le public spécifiquement visé en application des articles 5 et 6 du décret;
- 3° l'organisation des entrées et sorties de formation :
  - a) soit l'entrée et la sortie de formation sont identiques pour l'ensemble des stagiaires;
  - b) soit l'entrée en formation est répartie tout au long de l'année, pour un ou plusieurs stagiaires et la sortie de la formation varie en fonction des besoins du stagiaire;

4° le nombre maximal de stagiaires :

- a) par session pour les formations visées au 3°, a);
- b) par année civile pour les formations visées au 3°, b);

5° les modalités organisationnelles relatives au suivi pédagogique et à l'accompagnement social tels que visés à l'article 12 et l'élaboration du projet post formation;

6° l'organisation éventuelle de stages et leur durée conformément à l'article 11;

7° le cas échéant, le recours à un tiers, les objectifs visés et les tiers conventionnés par partenariat avec le centre.

Lorsque le recours à un tiers, en ce compris le partenariat, vise la réalisation d'une partie du programme de la formation par une entreprise, un autre centre ou opérateur de formation, ou un service d'aide psycho-médico-sociale le programme de la filière définit le contenu et la durée du recours au tiers ainsi que ses conditions financières et ses modalités organisationnelles.

**Art. 10.** Le contrat pédagogique précise les droits et obligations de chaque partie et l'obligation d'élaborer de commun accord le programme individuel de formation du stagiaire.

Le programme individuel de formation précise au minimum les éléments suivants :

1° la catégorie de la filière telle que visée à l'article 4 du décret et son intitulé;

2° les éléments du programme de la filière visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>;

3° les objectifs à atteindre par le stagiaire en termes de compétences et connaissances techniques, transversales et sociales en situation professionnelle au regard des référentiels visés à l'article 15, 7° et 8°, du décret lorsqu'ils existent;

4° la durée de la formation du stagiaire;

5° l'application des modalités organisationnelles relatives au suivi pédagogique et, s'il échet, à l'accompagnement social et à la préparation du projet post formation;

6° la partie du programme de formation du stagiaire qui nécessite sa participation, de façon concomitante et dans le même centre, à une filière appartenant à une autre catégorie de filière;

7° le cas échéant, et pour une partie du programme individuel de formation, le recours à un tiers tel que défini à l'article 9, 7°.

Le programme individuel de formation peut être adapté en fonction de l'évolution du stagiaire, de ses besoins et des résultats des évaluations intermédiaires de ses acquis en termes de compétences.

Au terme de la formation, le centre élabore l'attestation de fin de formation reprenant la durée de la formation et les compétences acquises par le stagiaire et, le cas échéant, une synthèse de son projet post formation.

Le centre qui conclut le contrat pédagogique avec le stagiaire assure le suivi pédagogique et l'accompagnement social tout au long de la formation, y compris dans le cadre du recours à un tiers visé à l'article 9, 7°. La réalisation d'une partie de la formation dans un autre centre ne fait pas l'objet de la signature d'un autre contrat pédagogique.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le centre peut prévoir, dans le programme de la filière, l'organisation de stages qui peuvent prendre une des deux formes suivantes :

1° un stage d'acculturation visant la découverte d'un métier, d'un poste de travail, d'une culture d'entreprise, dans le but de préciser le projet de formation professionnelle, dont la durée n'excède pas, pour chaque stage, 90 heures;

2° un stage de formation professionnelle visant l'exercice de compétences acquises au sein de la filière de formation, dont la durée n'excède pas, pour chaque stage, 520 heures.

Les stages visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, peuvent être effectués au sein d'une ou de plusieurs entreprises, de plusieurs services d'une même entreprise ou au sein d'un ou plusieurs autres organismes de formation.

Les stages visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, peuvent être effectués au sein d'une ou plusieurs entreprises, ou de plusieurs services d'une même entreprise.

En cas de stage de formation professionnelle, celui-ci peut uniquement être proposé aux stagiaires après que ceux-ci aient effectué une formation d'une durée minimale de 150 heures au sein du centre.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, le stage peut excéder la durée de 520 heures dans les cas requis par une autre législation ou réglementation fixant des critères spécifiques à l'organisation de formations dans certains secteurs d'activité. Dans ce cas, l'Administration peut autoriser le centre à déroger à la durée de 520 heures.

§ 3. La durée cumulée des stages prévus dans le programme individuel de formation n'est pas supérieure à la moitié de la durée du programme de formation. Par dérogation, la durée cumulée des stages prévus dans le programme individuel de formation peut excéder la moitié de la durée du programme de formation dans les cas où les stages font l'objet d'une dérogation à la durée maximale de 520 heures prévue au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 4. Lors d'un stage, un contrat individuel de stage est conclu entre le stagiaire, le centre avec lequel le stagiaire a conclu le contrat pédagogique ainsi que l'entreprise ou le centre dans lequel est organisé le stage. Le contrat contient au minimum les éléments suivants :

1° les parties signataires du contrat de stage;

2° les droits et obligations des parties en ce compris la prise en charge des coûts de la formation du stagiaire;

3° la filière dans laquelle le stagiaire est inscrit;

4° les objectifs du stage;

5° la durée et le rythme hebdomadaire du stage;

6° la description de la ou des fonctions exercées par le stagiaire au cours du stage en conformité avec le programme de la filière;

7° les critères et les modalités de l'évaluation.

**Art. 12.** Le suivi pédagogique du stagiaire consiste en l'exercice, au minimum, des activités suivantes :

1° l'organisation d'un bilan au début de la formation;

2° l'élaboration et le suivi du programme individuel de formation sur la base du bilan;

3° l'organisation d'évaluations intermédiaires et finale de la formation visant à reconnaître les connaissances, compétences et comportements professionnels acquis par le stagiaire et les adaptations éventuelles du programme individuel de formation;

4° le cas échéant, l'organisation de stages;

5° la préparation avec le stagiaire de son projet post formation.

L'accompagnement social du stagiaire consiste en l'exercice, au minimum, des activités suivantes :

- 1° l'élaboration d'un bilan social individuel, le cas échéant, les résultats d'une action antérieure de formation et d'insertion;
- 2° la définition, dans le programme individuel de formation, des objectifs visant l'acquisition de compétences transversales sociales et en situation professionnelle;
- 3° l'organisation et l'animation d'activités individuelles et collectives visant l'autonomie et l'émancipation sociale en vue de l'insertion socioprofessionnelle;
- 4° l'organisation des évaluations intermédiaires et finale des compétences transversales sociales et en situation professionnelle;
- 5° le cas échéant, l'organisation et le suivi de l'intervention d'opérateurs spécialisés dans l'aide psycho-médico-sociale.

**Art. 13.** Le centre établit un règlement d'ordre intérieur applicable aux stagiaires qui contient au minimum les règles relatives à la protection des données à caractère personnel et au respect de la vie privée ainsi que celles relatives à la gestion des plaintes.

**Art. 14.** En application de l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du décret, le taux d'encadrement est calculé par année civile et par filière, en divisant le nombre d'heures d'encadrement par le nombre d'heures de formation.

Le taux d'encadrement des filières « Démarche de formation et d'insertion », à l'exception de celles qui organisent de l'alphabétisation et de l'orientation professionnelle, est égal ou supérieur à 0,10.

Le taux d'encadrement des filières qui visent l'alphabétisation ou l'orientation professionnelle, et les filières « Entreprise de formation par le travail » est égal ou supérieur à 0,16.

#### Section 2. — Obligations administratives

**Art. 15.** Le centre vérifie, par filière et sur la base du formulaire de l'Administration, la présence des stagiaires en formation en distinguant les heures de présences effectives et les heures assimilées.

**Art. 16.** Pour les filières « Entreprise de formation par le travail », le centre accueille en formation, en tant que stagiaire, toute personne faisant partie d'une des catégories visées aux articles 5 et 6 du décret en lui octroyant les avantages prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle, à l'exception des frais de crèche et de garderie pris en charge par l'Office.

**Art. 17.** Le centre constitue, dès son entrée en formation et, par stagiaire, un dossier individuel dans lequel figurent les documents administratifs et pédagogiques suivants :

- 1° un document, dont le modèle est établi par l'Administration, reprenant les données d'identification du stagiaire, ainsi que les données relatives à son parcours scolaire et professionnel;
  - 2° les documents et attestations prouvant l'éligibilité du stagiaire ou, à défaut, la déclaration sur l'honneur visée à l'article 5, alinéa 4 et, lorsque prévu, la preuve de l'envoi de la demande auprès des organismes visés aux articles 5 et 6 du décret;
  - 3° le contrat pédagogique du stagiaire.
- Sont joints progressivement au dossier individuel, dès qu'ils ont été établis, les documents suivants :
- 1° le bilan et le programme individuel de formation et, le cas échéant, leurs adaptations;
  - 2° les évaluations intermédiaires et finale;
  - 3° le ou les contrats de stage et la ou les conventions relatives au suivi d'une formation auprès d'un autre centre ou auprès d'un service d'aide psycho-médico-sociale;
  - 4° les justificatifs d'absences;
  - 5° l'attestation de fin de formation visée à l'article 10, alinéa 4, ou en cas de fin de formation prématurée, les motifs qui la justifient;
  - 6° le cas échéant, le projet post-formation du stagiaire;
  - 7° les résultats connus en matière d'insertion dans l'emploi ou dans une autre formation.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Le centre remet à l'Administration un rapport annuel d'activités portant sur l'année n, tel que visé à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret, au plus tard le 15 février de l'année n+1. Le rapport annuel d'activités, dont le modèle est établi par l'Administration, contient au minimum les éléments suivants :

- 1° en ce qui concerne le centre :
  - a) le nombre de candidats à la formation qui ont bénéficié d'un processus d'accueil tel que défini dans le projet pédagogique conformément à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° a), du décret;
  - b) le nombre de candidats qui ont fait l'objet d'une réorientation lors de l'accueil;
  - c) la liste actualisée des membres du personnel occupés pendant l'année qui précède le rapport, leur fonction et les caractéristiques de leur contrat en matière de statut et le régime de temps de travail;
  - d) le taux d'encadrement des stagiaires;
  - e) l'insertion des stagiaires, dans les six mois qui suivent leur formation, dans une autre formation ou dans un emploi si l'information lui est communiquée par le stagiaire;
- 2° en ce qui concerne chaque filière organisée par le centre :
  - a) la liste des stagiaires entrés en formation par année civile au regard des catégories de public telles que visées aux articles 5 et 6 du décret, leur date d'entrée et de sortie de la formation et le motif de sortie;
  - b) le nombre d'heures de formation effectivement suivies par les stagiaires et les heures assimilées;
  - c) le nombre et le type de stages et de recours à un tiers organisés, la durée du stage et le nombre de stagiaires qui y ont participé ainsi que les activités de formation confiées à un autre centre ou à une entreprise, les conventions y relatives;
  - d) les résultats globaux des stagiaires en matière d'acquisition des connaissances et compétences techniques, transversales et sociales en situation professionnelle ainsi qu'en termes d'insertion dans une autre formation ou dans un emploi si l'information lui est communiquée par le stagiaire.

Le Ministre peut préciser les éléments du rapport d'activités.

§ 2. Le centre remet à l'Office, au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de l'année n+1, selon les modèles établis par l'Office :

1° les tableaux détaillés d'imputation des recettes et des dépenses de l'année n en regard des différentes sources de financement, comprenant l'identification de la pièce justificative afférant à chacune des dépenses, ainsi que toutes les sources et montants de toute autre subventions dont il a bénéficié pendant l'année n;

2° le tableau des amortissements pour l'année n;

3° le bilan et les comptes de résultats de l'année n en distinguant les activités relevant des filières « Démarche de Formation et d'insertion » et celles relevant des filières « Entreprise de formation par le travail ».

**Art. 19.** Le centre gère le subventionnement visé à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du décret conformément aux articles 11 à 14 de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes.

**Art. 20.** Tous les actes, factures, annonces, publications, sites web et autres pièces émanant d'un centre portent respectivement la mention " centre agréé par la Région wallonne sous le n° [...] " et le logo de la Région wallonne.

**Art. 21.** L'affectation des bénéfices générés par l'activité de production et de commercialisation d'un centre qui dispose d'une filière démarche « Entreprise de formation par le travail » est en lien avec son objet social.

L'affectation des bénéfices fait l'objet d'une décision formelle de l'assemblée générale du centre ou du conseil de l'action sociale pour le centre constitué à l'initiative d'un centre public d'action sociale.

La décision d'affectation est prise dans l'année qui suit l'exercice budgétaire concerné.

#### CHAPITRE IV. — Procédure et critères d'agrément

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, les demandes d'agrément et de renouvellement d'agrément du centre, dont les modèles sont établis par l'Administration, sont introduites par le centre requérant par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi au plus tard le 31 août de l'année qui précède celle pour laquelle l'agrément est sollicité.

Le Ministre peut modifier cette échéance l'année qui coïncide avec les renouvellements d'agrément.

§ 2. Pour l'application de l'article 8 du décret, le centre transmet lors de sa demande au minimum :

1° les statuts coordonnés, publiés au *Moniteur belge*, de l'association sans but lucratif ou de l'association de centres publics d'action sociale, la décision du ou des conseils de l'action sociale et la copie de l'approbation du ou des conseils communaux si le dossier est introduit par un centre public d'action sociale ou une association de centres publics d'action sociale;

2° la description du projet pédagogique tel que visé à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du décret et de ses modalités d'organisation, en ce compris le modèle du contrat pédagogique et du programme individuel de formation;

3° la demande d'agrément d'une ou plusieurs filières contenant l'ensemble des documents visés à l'article 22;

4° la description des moyens et ressources matériels, humains et financiers visés à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du décret, en ce compris la copie du rapport d'inspection par le service incendie ainsi que tout document délivré par un organisme agréé pour le matériel présentant des risques éventuels pour les utilisateurs;

5° une copie du contrat de coopération visé à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret ou la preuve que les démarches vis-à-vis de l'Office ont été engagées endéans un délai de trois mois avant l'introduction de la demande d'agrément; le centre communique le contrat à l'Administration dès sa conclusion;

6° la mise à disposition de toute preuve nécessaire à la vérification du respect des réglementations applicables au centre et, notamment, celle du respect de la réglementation relative au contrôle médical prise en vertu de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

A défaut du rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, au moment de l'introduction de la demande d'agrément auprès de l'Administration, le centre transmet la copie de la demande d'inspection des locaux par le service incendie et transmet à l'Administration le rapport dès sa réception.

Le Ministre peut dispenser le centre de fournir tout ou partie des documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> si l'Administration ou l'inspection sociale dispose d'une ou de plusieurs pièces ou renseignements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou en dispose par le biais d'une banque de données de sources authentiques.

§ 3. La demande de renouvellement d'agrément du centre est accompagnée d'un dossier qui contient les éléments visés au paragraphe 2, lorsque ceux-ci font l'objet de modifications au regard de l'agrément précédent.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application de l'article 9 du décret, le centre transmet, par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi, simultanément à l'agrément du centre ou au plus tard à la date fixée à l'article 22, § 1<sup>er</sup> :

1° la catégorie dans laquelle la filière s'inscrit ainsi que son cadre méthodologique;

2° la justification de la demande d'agrément au regard de l'analyse existante de l'offre de formation professionnelle et des besoins du marché de l'emploi visée à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du décret;

3° le programme de la filière tel que décrit à l'article 9;

4° en cas de demande d'agrément d'une nouvelle filière en cours d'agrément du centre, une description des moyens et ressources matériels, humains et financiers prévus pour le fonctionnement de la filière.

§ 2. La demande de renouvellement d'agrément de la filière est accompagnée d'un dossier qui contient les éléments visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, lorsque ceux-ci font l'objet de modifications au regard de l'agrément précédent.

Toute autorité habilitée à intervenir dans le cadre de la procédure d'agrément ou de renouvellement d'agrément par ou en vertu du décret peut demander la production des documents visés respectivement au paragraphe 1<sup>er</sup> et à l'article 22, § 2, lorsque ceux-ci sont nécessaires à l'appréciation de l'octroi ou non de l'agrément ou du renouvellement de l'agrément.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément du centre et de la ou des filières, l'Administration adresse au centre demandeur, un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet. Lorsque le dossier n'est pas complet, l'Administration envoie au centre un courrier l'invitant à compléter le dossier dans les quinze jours de la réception du courrier par le centre.

Le délai de quinze jours peut être prolongé de maximum quinze jours sur demande motivée du centre. Passé le délai, et si le dossier n'est pas complet, la demande est classée sans suite par l'Administration qui en avise le centre, dans les quinze jours de la décision.

Lorsque le dossier est complet, l'Administration analyse la demande, vérifie le respect des conditions d'agrément et établit un rapport d'instruction. Elle sollicite l'avis de toute instance bassin E.F.E. territorialement compétente, qui rend son avis dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi par l'Administration. Passé ce délai, l'avis n'est plus requis.

L'avis visé à l'alinéa 3 porte sur la pertinence de la ou des filières organisées par le centre au regard des besoins identifiés sur le territoire.

En cas de renouvellement d'agrément, le rapport d'instruction de l'Administration s'appuie sur l'analyse des rapports d'activité et des rapports de l'inspection sociale établis pendant la période d'agrément qui précède la demande de renouvellement.

§ 2. L'Administration remet au Ministre son rapport d'instruction et l'avis de l'instance bassin E.F.E. sur la ou les filières organisées dans un délai de soixante jours à dater de l'accusé de réception mentionnant que le dossier est complet.

Lorsque l'avis de l'instance bassin E.F.E. ou le rapport d'instruction de l'Administration est négatif, l'Administration sollicite l'avis de la commission.

L'Administration peut également solliciter l'avis de la commission dans les hypothèses suivantes :

1° lorsque celle-ci estime qu'une ou plusieurs conditions d'agrément ou de renouvellement d'agrément visées aux articles 8 et 9 du décret ne sont pas remplies;

2° en l'absence de référentiel de formation tel que visé à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, 7° et 8°, du décret, afin de vérifier la cohérence du programme présenté dans le dossier d'agrément.

La commission se prononce dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande. Préalablement à la remise de son avis, la commission peut d'initiative ou à la demande des représentants des centres, auditionner ceux-ci sur l'objet de l'agrément. En cas d'audition, la commission peut demander une prolongation d'un mois du délai précité. La commission peut proposer une durée de renouvellement d'agrément réduite à deux ans et assortie de recommandations. Lorsque l'Administration sollicite l'avis de la commission, l'Administration remet au Ministre son rapport d'instruction, accompagné des avis de l'instance bassin E.F.E. et de la commission, dans un délai de nonante jours, le cas échéant de cent vingt jours à dater de l'accusé de réception mentionnant que le dossier est complet.

Le Ministre se prononce sur l'octroi ou le refus d'agrément au plus tard dans un délai de quinze jours qui suit le rapport d'instruction.

§ 3. Toute décision d'octroi d'agrément ou de renouvellement d'agrément d'un centre, en ce compris des filières qu'il organise, contient au minimum :

1° l'intitulé du centre et de la ou des filières;

2° la durée d'agrément;

3° la catégorie et le cadre méthodologique dans lesquels chaque filière s'inscrit;

4° le nombre d'heures agréées par filière;

5° le montant du subventionnement.

L'Administration notifie la décision du Ministre au centre, dans les dix jours qui suivent sa réception, par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi.

**Art. 25.** En application de l'article 9, alinéa 4, du décret, lorsque le centre introduit une demande de modification de la décision ne portant pas sur des éléments visés à l'article 24, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, et n'ayant pas d'incidence sur le subventionnement octroyé au centre, l'Administration se prononce, par voie électronique, sur la demande de modification de la décision dans les quinze jours qui suivent la réception de celle-ci.

L'Administration se prononce notamment au regard de la cohérence de la modification demandée avec la demande d'agrément initiale et le projet pédagogique.

#### CHAPITRE V. — *Transfert de filière*

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 13, alinéa 7, du décret, l'Administration communique, par voie électronique, à la commission et aux centres, l'information relative à toute situation visée à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, du décret, et organise l'appel aux candidatures pour la reprise d'une ou plusieurs filières par un ou plusieurs centres.

L'Administration fixe les modalités relatives à l'appel aux candidatures, en ce compris les documents nécessaires à l'appréciation de l'offre de reprise de la ou des filières, ainsi que la date limite d'introduction des candidatures.

Les centres candidats reprenneurs introduisent leur candidature motivée auprès de l'Administration en précisant au minimum :

1° leur capacité de poursuivre la formation des stagiaires concernés par le transfert de la filière dans laquelle ils sont inscrits;

2° leur capacité de reprise de tout ou partie du personnel du centre cédant;

3° les modalités organisationnelles relatives au délai de réalisation du transfert, à l'implantation géographique du ou des sites de formation envisagés, à la disponibilité du matériel et des locaux nécessaires;

4° un descriptif des moyens et ressources matériels, humains et financiers prévus pour le fonctionnement de chaque filière.

Dans un délai de sept jours à dater de la réception des candidatures, l'Administration adresse au centre candidat reprenneur, soit un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet, soit un courrier l'invitant à compléter le dossier dans les quinze jours qui suivent la réception par le centre du courrier.

Dans un délai de vingt jours qui suit la réception des dossiers complets, l'Administration examine l'éligibilité des dossiers au regard du respect des modalités fixées dans l'appel à candidature et des critères visés à l'article 13, alinéa 2, du décret.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, en cas de décision volontaire d'un centre de transférer une ou plusieurs filières à un autre centre avec lequel il s'accorde, les centres transmettent à l'Administration :

1° les documents visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3;

2° la décision du conseil d'administration de chaque centre concerné par le transfert de filière;

3° les éléments identifiant les centres concernés par le transfert de filière.

§ 3. Lorsque les dossiers sont complets et après vérification de leur éligibilité, l'Administration analyse les dossiers introduits conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> ou 2, au regard des priorités suivantes :

1° la capacité de gestion administrative, financière et pédagogique du centre candidat repreneur d'une ou plusieurs filières est appréciée au regard des rapports d'évaluation établis par l'Administration au cours des quatre années qui précèdent la demande;

2° la possibilité de reprise de tout ou partie du personnel ou des stagiaires;

3° la sous-représentation de la filière qui fait l'objet d'un transfert dans une ou plusieurs sous-régions, appréciée au regard de l'analyse existante de l'offre de formation professionnelle et des besoins du marché de l'emploi visée à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du décret;

4° le maintien de l'offre de formation et son accessibilité sur le territoire.

L'Administration soumet la proposition de décision à la commission qui remet un avis dans les vingt jours ouvrables de sa saisine par l'Administration. La commission peut demander une prolongation d'un mois du délai précité.

L'Administration transmet au Ministre un rapport d'instruction, accompagné de l'avis de la commission, dans un délai de cinq jours ouvrables à dater de la date de réception de l'avis de la commission. Le Ministre se prononce au plus tard dans un délai de quinze jours à dater de la réception du rapport d'instruction. Dès réception de la décision, l'Administration notifie celle-ci au centre cédant et au centre repreneur.

En cas de transfert de personnel ou de stagiaires, le Ministre peut prévoir une procédure accélérée de transfert de filière selon les modalités qu'il détermine.

La demande d'autorisation de transfert de filières n'entraîne pas d'augmentation de la subvention telle qu'elle avait été octroyée au centre cédant et ne constitue pas une demande d'agrément d'une nouvelle filière de formation telle que prévue à l'article 9 du décret.

Un centre qui a fait l'objet, au cours de la même période, d'une suspension ou d'un retrait partiel d'agrément n'est pas candidat repreneur.

§ 4. En application de l'article 13bis, alinéa 3, du décret, l'entité juridique qui bénéficie d'un transfert en vertu de l'article 13 bis du décret en informe l'Administration dans les plus brefs délais suivant celui-ci.

L'Administration communique l'information, par voie électronique, à la commission.

#### CHAPITRE VI. — *Evaluation, contrôle et sanctions*

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. L'Administration réalise, tous les deux ans, un rapport d'évaluation portant sur la vérification de la réalisation par le centre de ses missions telles que visées à l'article 4 du décret, et particulièrement, sur la mise en œuvre de son projet pédagogique, le respect du taux d'encadrement des stagiaires et la qualité de la gestion administrative et des ressources humaines du centre. L'évaluation s'appuie sur les rapports d'activité visés à l'article 18, alinéa 1<sup>er</sup>, ainsi que sur les rapports de l'inspection sociale.

§ 2. La synthèse visée à l'article 16, § 2, 2°, du décret est réalisée sur la base des rapports d'activités des centres, par catégorie de filières visée à l'article 4 du décret, au regard des éléments suivants :

1° le nombre de stagiaires entrés en formation et leur appartenance à une des catégories de public telles que définies aux articles 5 et 6 du décret;

2° la durée moyenne de formation suivie par les stagiaires en distinguant les heures de formation effectivement prestées par le stagiaire et les heures assimilées;

3° le taux de réalisation du nombre total d'heures de formation agréées pour le centre et la proportion entre les heures effectivement prestées et les heures assimilées;

4° le nombre et le type de stages organisés par le centre et le nombre de stagiaires qui en ont bénéficié;

5° les résultats obtenus par les stagiaires en matière d'acquisition de connaissances et de compétences en vue de leur intégration dans la formation et dans l'emploi;

6° l'intégration des stagiaires, dans les six mois qui suivent leur formation, dans une autre formation ou dans un emploi si l'information est disponible.

La synthèse visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est transmise au Ministre et au Conseil économique et social de Wallonie au plus tard le 31 octobre de l'année qui suit la période concernée.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Le contrôle et la surveillance tels que visés à l'article 18 du décret portent exclusivement sur :

1° la mise en œuvre du projet pédagogique et des programmes de formation qui ont fait l'objet de la décision d'agrément;

2° la vérification du contenu des dossiers individuels des stagiaires;

3° le respect de la durée des stages;

4° l'éligibilité des stagiaires;

5° le contrôle des heures de formation des stagiaires;

6° le respect du taux d'encadrement.

§ 2. Le contrôle de l'utilisation du subventionnement visé à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du décret est opéré exclusivement par l'Office.

Compte tenu du caractère forfaitaire du subventionnement visé à l'article 31, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et de la condition d'octroi du subventionnement visée à l'article 17, § 5, du décret vérifiée par l'Administration sur la base du rapport annuel d'activités visés à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, le contrôle visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> porte sur la vérification du respect par le centre des règles d'utilisation de la subvention visées à l'article 31, § 2 et 3.

Le contrôle visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'opère sur les documents visés à l'article 18, § 2, et le cas échéant, sur les pièces justificatives.

Le centre tient à la disposition de l'Office l'ensemble des pièces justificatives identifiées dans les tableaux visés à l'article 18, § 2, 1°, et transmet, à la demande de l'Office, une copie des pièces justificatives.

Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup> et aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3, après examen des pièces justificatives, en cas de fortes présomptions de fraude, l'Office peut solliciter l'inspection sociale pour un contrôle sur place du centre. Le contrôle sur place porte exclusivement sur la vérification de la réalité des dépenses litigieuses.

§ 3. En application de l'article 12 du décret, le Ministre peut, après un avertissement notifié par lettre recommandée par l'Administration et sur avis de la commission, suspendre ou retirer l'agrément du centre ou d'une filière.



Le courrier d'avertissement informe le centre des manquements qui lui sont reprochés et l'invite à faire part de ses observations et moyens de défense dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée. Il précise :

- 1° en cas de volonté de suspendre l'agrément du centre, les motifs y relatifs ainsi que la durée maximale pour se conformer aux obligations non respectées sans pour autant dépasser un délai de quatre mois;
- 2° le cas échéant la volonté de retirer l'agrément du centre et les motifs y relatifs;
- 3° le cas échéant, la volonté de suspendre en tout ou en partie les subventions du centre et les motifs y relatifs;
- 4° la possibilité d'être entendu en ses voies et moyens par la commission dans un délai de trente jours à dater de la réception du courrier;
- 5° les modalités relatives à l'éventuelle audition visée au 4°;
- 6° le droit de consulter le dossier contenant les motivations visées aux 1° à 3° et d'en prendre copie préalablement à l'audition;
- 7° la faculté de se faire assister par un Conseil pendant toute la procédure.

§ 3. L'Administration transmet le dossier, accompagné de l'avis de la commission, au Ministre, qui se prononce dans les vingt jours de la réception des observations ou de l'éventuelle audition.

L'Administration notifie, par envoi ayant date certaine, la décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et y précise les délais et voie de recours.

§ 4. En cas de décision de suspension, le Ministre peut retirer l'agrément du centre, après avis de la commission, si le délai de suspension arrive à échéance et que le centre n'a pas satisfait aux conditions visées dans la décision de suspension.

En cas de décision de suspension de l'agrément du centre, le centre n'accueille pas de nouveaux stagiaires jusqu'à la mise en conformité de ses obligations. Les stagiaires entrés en formation avant la décision de suspension poursuivent leur formation jusqu'au terme de celle-ci.

**Art. 29.** En cas de non-respect des obligations prévues par ou en vertu du présent décret, de dissolution d'un centre et de suspension ou de retrait d'agrément d'un centre, le Ministre peut appliquer une ou plusieurs sanctions telles que prévues à l'article 18, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret ou renoncer, pour tout ou partie, au remboursement du subventionnement dans un cas de force majeure ou d'imprévision conformément à l'article 18, § 2, alinéa 2, du décret.

Le centre qui s'est vu retirer son agrément ne peut plus introduire de nouvelle demande d'agrément dans les douze mois suivant la date de notification du retrait d'agrément.

#### CHAPITRE VII. — *Du financement*

**Art. 30.** Le taux horaire visé à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du décret, est fixé à 14,75 euros.

En plus de l'indexation prévue à l'article 17, § 6, du décret, le Ministre peut majorer le taux horaire de 0,02 euros maximum, au premier janvier de chaque année, afin de tenir compte de l'évolution des charges salariales liées à l'ancienneté du personnel.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 17, § 2, alinéa 2, du décret, à partir du 30 juin 2017, le subventionnement visé à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du décret est constitué exclusivement d'une subvention telle que visée à l'article 17, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, financée à charge de deux articles budgétaires, l'un « emploi » au sein du programme 12 de la division organique 18 et l'autre « formation » au sein du programme 22 de la division organique 18.

Le subventionnement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est à caractère forfaitaire.

Sur proposition de l'Office, le Ministre décide de l'octroi du subventionnement annuel pour l'ensemble des centres agréés.

L'Office notifie la décision ministérielle visée à l'alinéa précédent et procède à la liquidation du subventionnement conformément aux modalités visées au paragraphe 4.

§ 2. Une dépense financée totalement par le subventionnement visé à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du décret, ne peut être financée par une autre subvention octroyée par le même ou un autre pouvoir subsidiant.

§ 3. Le subventionnement visé à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du décret, ne peut dépasser la totalité des dépenses spécifiques ou générales, en lien avec l'objet de l'agrément octroyé en vertu du décret.

L'appréciation du lien de la dépense avec l'objet de l'agrément s'opère de manière large, à savoir que sont acceptées toutes les dépenses qui ne sont pas manifestement étrangères à l'objet de l'agrément.

Les dépenses visées à l'alinéa premier doivent être légales, effectivement encourues et raisonnables.

§ 4. Le subventionnement visé à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du décret est liquidé par l'Office :

1° sur la base d'une déclaration de créance, au plus tard le 15 janvier de l'année n, pour la première tranche visée à l'article 17, § 3, 1<sup>o</sup>, du décret;

2° sur la base d'une déclaration de créance, au plus tard le 30 juin de l'année n, pour la seconde tranche visée à l'article 17, § 3, 2<sup>o</sup>, du décret;

3° au plus tard le 30 juin de l'année n+1, pour le solde visé à l'article 17, § 3, 3<sup>o</sup>, du décret.

L'Office liquide le solde visé à l'article 17, § 3, 3<sup>o</sup> uniquement si le rapport d'activités visé à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, a été transmis à l'Administration et si l'ensemble des documents visés à l'article 18, § 2, et la déclaration de créance visée à l'article 17, § 3, 3<sup>o</sup>, du décret ont été transmis à l'Office.

La liquidation du solde visé à l'article 17, § 3, 3<sup>o</sup>, du décret est suspendue jusqu'à ce que l'ensemble des documents visés à l'alinéa précédent aient été transmis à l'Administration ou à l'Office, chacun pour ce qui le concerne.

§ 5. Le subventionnement indûment liquidé est récupéré par l'Office par toutes voies de droit et, notamment, par compensation sur le subventionnement à échoir.

**Art. 32.** L'octroi au centre du subventionnement visé à l'article 31, § 1<sup>er</sup>, est conditionné, selon les modalités déterminées par le Ministre et sauf dérogation octroyée par ce dernier, au maintien d'un volume global de l'emploi calculé par rapport à un effectif de référence, dont la méthode de calcul est déterminée par le Ministre.

Dans la décision d'octroi visée à l'article 31, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, le Ministre fixe pour chaque centre, le volume global de l'emploi visé à l'alinéa précédent.

Le Ministre peut déroger à la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> dans les conditions et selon la procédure et les modalités qu'il détermine.

**Art. 33.** En application de l'article 17, § 5, du décret, le calcul du pourcentage d'heures de formation réalisées auquel procède l'Administration prend en considération les heures de formation prestées et assimilées, à l'exception des heures prestées gratuitement par un partenaire conventionné avec le centre, et est effectué tous les deux ans à dater de l'année d'octroi de l'agrément du centre. Lorsque le centre ne réalise pas nonante pourcent des heures de formation agréées, l'information est transmise à l'Office dans les plus brefs délais et la subvention visée à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du décret est récupérée par l'Office pour la période concernée à concurrence de la part non réalisée des nonante pour cent.

**Art. 34.** En application de l'article 3, alinéa 2, du décret, le Ministre fixe, au dernier trimestre de chaque année, le nombre maximal d'heures qu'il agrée et qu'il subventionne l'année suivante par territoire des Instances bassins E.F.E., en tenant compte d'un ou de plusieurs des critères suivants : le nombre de demandeurs d'emploi, leur profil au regard des publics visés par le décret, les caractéristiques spécifiques du territoire en termes de besoins de compétences et d'offre de prestation, en ce compris les besoins en matière d'orientation professionnelle et de formation de base.

**Art. 35.** En application de l'article 11, alinéa 5, du décret, le Ministre détermine le nombre d'heures de formation agréées d'un centre, au moment du renouvellement d'agrément, en tenant compte, notamment, de la demande introduite par le centre, du nombre d'heures qu'il a presté durant l'agrément, en tenant compte des heures assimilées, ainsi que d'un ou plusieurs critères définis dans l'article 34.

Toutefois, lorsqu'un centre respectant l'ensemble des conditions prévues par ou en vertu du décret a réalisé au moins cent pour cent des heures de formation pour lesquelles il était agréé en tant que centre, en tenant compte des heures prestées et assimilées, calculées en moyenne sur les trois derniers exercices précédant l'année de la demande de renouvellement d'agrément, le renouvellement d'agrément est octroyé pour un nombre d'heures de formation agréées au moins équivalent à celui de l'agrément qui précède, sauf si le centre demande à ce que ce nombre d'heures soit diminué.

## CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

### *Section 1. — Dispositions transitoires et abrogatoires*

**Art. 36.** Par dérogation à l'article 31, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, l'Administration notifie la décision visée à l'alinéa 3 de l'article 31, § 1<sup>er</sup>.

Par dérogation à l'article 31, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, et § 4, pour l'année 2017, l'Administration procède à la liquidation de la première tranche dans le courant du premier trimestre 2017.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Le centre agréé en application de l'article 21, alinéa 2, du décret, qui est déjà agréé en tant qu'organisme d'insertion socioprofessionnelle ou entreprise de formation par le travail en 2016, bénéficie au minimum d'un subventionnement visé à l'article 17, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret d'un montant identique à celui dont il bénéficie au cours de l'année civile 2016. Le nombre d'heures de formation agréées de ce centre est calculé en divisant le montant de la subvention par le taux horaire.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un centre peut demander à être agréé pour un nombre d'heures inférieur à celui dont il bénéficie pour l'année civile 2016.

§ 2. Lorsque le nombre d'heures agréées du centre visé au paragraphe 1<sup>er</sup> pour l'année civile 2017 correspond à une augmentation de plus de vingt pourcent du nombre d'heures pour lequel il était agréé pour l'année civile 2016 et de plus de dix pourcent du nombre d'heures qu'il a réalisées durant l'année civile 2015, en tenant compte des heures prestées et assimilées, l'obligation visée à l'article 17, § 5, du décret n'est pas d'application durant les quatre premières années de son agrément. Le subventionnement est acquis durant cette période s'il réalise au minimum, en tenant compte des heures prestées et assimilées, cent pour cent des heures qu'il réalise en moyenne durant les années civiles 2014 à 2016.

**Art. 38.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 portant exécution des articles 5 à 7 du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle est abrogé.

**Art. 39.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution des articles 3 et 4, 8 à 16 et 18 du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle est abrogé.

### *Section 2 - Dispositions finales*

**Art. 40.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 41.** La Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 décembre 2016.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
E. TILLIEUX

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/200405]

**15 DECEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 20;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, de artikelen 2 tot 4, 7, 9 tot 11, 13, 14, 16, 17 en 21 gewijzigd bij het decreet van 26 mei 2016 en de artikelen 8, 12 en 18;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot uitvoering van de artikelen 5 tot 7 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van de artikelen 3 en 4, 8 tot 16 en 18 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van Wallonië) nr. A.1244, gegeven op 5 oktober 2015;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), gegeven op 13 oktober 2015;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 oktober 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2016;

Gelet op advies nr. 60.371/2 van de Raad van State, gegeven op 23 november 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het evaluatierapport van 12 december 2016 over de weerslag van het project op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 ervan.HOOFDSTUK I. — *Definities en algemene bepalingen***Art. 2.** § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet: het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, gewijzigd bij het decreet van 26 mei 2016;

2° de Minister: de Minister van Vorming;

3° de Administratie: de Directie Beroepsopleiding van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

4° de sociale inspectie: de Directie Sociale Inspectie van het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

5° de stagiair: de persoon in opleiding die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet;

6° de omkaderingsuren: de uren die daadwerkelijk gepresteerd worden door het omkaderingspersoneel belast met pedagogische coördinatie, vorming, pedagogische opvolging en sociale begeleiding van de stagiairs;

7° het omkaderingspersoneel: de personen die binnen het centrum functies uitoefenen i.v.m. pedagogische coördinatie, vorming, pedagogische opvolging of sociale begeleiding, en die contractueel aan het centrum gebonden zijn voor bedoelde functies;

8° het navormingsproject: het document opgemaakt door de stagiair en het omkaderingspersoneel dat voorziet in de doelstelling inzake socioprofessionele inschakeling van de stagiair na zijn opleiding en in het geheel van de activiteiten en stappen om die doelstelling te halen.

De definities opgenomen in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 2. De termijnen in het kader van dit besluit worden berekend als volgt :

1° de dag van de akte, die de eerste dag van de termijn is, wordt niet meegerekend;

2° de vervalddag wordt meegerekend;

3° wanneer die dag een zaterdag, zondag of wettelijke verlofdag is, wordt de vervalddatum verschoven naar de eerstkomende werkdag.

De maanden juli en augustus worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van de termijnen.

**Art. 3.** Onder gelijkgestelde uren worden verstaan de vormingsuren die de stagiair daadwerkelijk had moeten volgen op basis van zijn programma maar niet heeft gevolgd om de volgende redenen en binnen de volgende perken:

1° ziekte of arbeidsongeval, gewettigd door een medisch attest, met maximum één maand per afwezigheidsperiode gewettigd om die reden;

2° ziekte van een kind, op vertoon van een bewijsstuk afgeleverd door de arts, de kinderbewaarplaats of de crèche waar het kind ingeschreven is, met maximum één week per afwezigheidsperiode gewettigd om die reden alsook de dagen voorzien voor het moederschapverlof, het vaderschapsverlof of het geboorteverlof;

3° staking of slechte weersomstandigheden waardoor het openbaar vervoer verlamd is, bevestigd door de openbaarvervoersmaatschappij of in een krantenknipsel;

4° als de stagiair een opleiding in een bedrijf volgt, wegens slecht weer waardoor de uitvoering van het werk gevaarlijk of onmogelijk gemaakt wordt gelet op hetzij de gezondheid of de veiligheid van de stagiair, hetzij de aard of de techniek van het uit te voeren werk, mits beslissing van de ondernemer of van zijn vertegenwoordiger op de werf en na raadpleging van de personeelsafgevaardigden;

5° het zoeken naar een baan of de inschrijving voor een andere opleiding waarvoor de aanwezigheid van de stagiair vereist wordt, ongeacht of ze verband houdt met informatie, onthaal of de selectie- en wervingsprocedure;

6° het nakomen van verplichtingen bij de « Office national de l'Emploi » (Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening), de Dienst, het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » (Waals agentschap voor de integratie van de gehandicapte personen), een openbaar centrum voor maatschappelijk werk, een gemeentelijke dienst, de dienst voor hulpverlening aan de jeugd of de jeugdbeschermingsdienst, de hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen of een vakbond, het ziekenfonds waar de stagiair ingeschreven is, het Rijksinstituut voor ziekte en invaliditeitsverzekering of de Commissie voor voorwaardelijke invrijheidsstelling, de hoven en rechtbanken of elke verplichting die de aanwezigheid van de stagiair bij het bevoegde orgaan vordert;

7° de afwezigheidsdagen bedoeld in het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten;

8° de feestdagen van de erkende erediensten en de feesten van de bij wet erkende organisaties die een morele bijstand verlenen volgens een niet confessionele filosofische overtuiging;

9° de ongewettigde afwezigheden waarvan de maximale duur gelijk is aan 10 percent van de vormingsuren van het programma, met name vijf dagen per kalenderjaar;

10° wat betreft de filières georganiseerd overeenkomstig artikel 10°, eerste lid, 3°, a), worden ook met vormingsuren gelijkgesteld de uren die nog niet gegeven werden aan stagiairs die minstens de helft van hun individueel vormingsprogramma hebben gevolgd en hun opleidingscontract opzeggen na het sluiten van een arbeidscontract van minimum vier maanden of van een beroepsopleidingscontract bij een andere operator. In dit geval maakt het centrum een bewijsstuk op waarvan het model door de Administratie wordt opgemaakt voor de uren die de stagiair niet echt gepresteerd heeft;

11° in het geval van vorming in het gevangenis milieu, de uren die niet gegeven werden wegens de gezondheid van de stagiair, wegens afwezigheid van de stagiair i.v.m. zijn lopende gerechtelijke procedure, wegens sanctie van de stagiair, de oproeping door de dienst van de gevangenis, bezoeken, overbrenging van de stagiair en ontregeling van de penitentiaire organisatie ten gevolge van sociale opstand.

#### HOOFDSTUK II. — Documenten en attesten betreffende de stagiair

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Overeenkomstig artikel 7 van het decreet zijn de documenten en attesten die nodig zijn om na te gaan of de voorwaarden bedoeld in de artikelen 5 en 7 vervuld zijn de volgende:

1° voor de stagiair bedoeld in artikel 5, eerste lid, 1° van het decreet:

a) het attest van de Dienst, waarbij de inschrijving als werkzoekende binnen de Dienst wordt bewezen, hierna "het document A 23" genoemd;

b) een verklaring op erewoord van de stagiair;

2° voor de in artikel 5, eerste lid, 2°, van het decreet bedoelde stagiair, het attest van de Dienst dat de inschrijving als werkzoekende binnen de Dienst bewijst en de inschrijvingsperiode(s) over een referentieperiode van vierentwintig maanden vermeldt;

3° voor de stagiair bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, a), van het decreet:

a) een attest van een instelling bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, a), van het decreet, waarbij de registratie bij deze instelling wordt bepaald;

b) het attest van de erkende arts aangesloten bij het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering, in voorkomend geval, van de huisdokter waarbij de hervatting van een vorming binnen een centrum wordt toegelaten;

4° voor de stagiair bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, b), van het decreet:

a) een attest van de verzekeringsonderneming waarbij het voordeel van de toelage wordt bepaald;

b) een afschrift van het attest verleend door de verzekeringsonderneming waarbij de hervatting van een vorming binnen een centrum wordt toegelaten;

5° voor de stagiair bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, c), van het decreet:

a) een attest van het Fonds voor de beroepsziekten waarbij het voordeel van de toelage wordt bepaald;

b) een afschrift van het attest verleend door het Fonds voor de beroepsziekten waarbij de hervatting van een vorming binnen een centrum wordt toegelaten;

6° voor de in artikel 5, eerste lid, 3°, d), van het decreet bedoelde stagiair, een attest van de arts erkend door de "Office national de l'Emploi" (Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening) waarbij de ongeschiktheid wordt bepaald en waarbij de hervatting van een vorming binnen een centrum wordt toegelaten;

7° voor de stagiair bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, e), van het decreet:

a) een attest waarbij het voordeel van de vergoedingen voor arbeidsongeschiktheid wordt bewezen;

b) een attest van de geneesheer-adviseur van het ziekenfonds waarbij de hervatting van een vorming binnen een centrum wordt toegelaten;

8° voor de stagiair bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, f), van het decreet:

a) een afschrift van de beslissing van de Directie-generaal Personen met een Handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid;

b) een voorafgaande toestemming van hervatting van een vorming binnen een centrum verleend door de huisdokter;

9° voor de stagiair bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°bis, van het decreet:

a) het document A 23;

b) een verklaring op erewoord van de stagiair;

10° voor de in artikel 5, eerste lid, 4°, a), van het decreet bedoelde stagiair, een attest van de strafinrichting of van de justitieassistent waarbij de stagiair de toestemming krijgt om een vorming georganiseerd door het decreet te volgen;

11° voor de in artikel 5, eerste lid, 4°, b), van het decreet bedoelde stagiair, een attest van de strafinrichting waarbij de stagiair de toestemming krijgt om een vorming georganiseerd door het decreet te volgen;

12° voor de in artikel 5, eerste lid, 4°, c), van het decreet bedoelde stagiair, een attest van de inrichting bedoeld in artikel 3, 4°, van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering van personen waarbij de geïnterneerde stagiair de toestemming krijgt om de vorming georganiseerd door het decreet te volgen overeenkomstig de artikelen 20 en 21 van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering van personen;

13° voor de stagiair bedoeld in artikel 5, eerste lid, 5°, van het decreet:

- a) de geldende verblijfsvergunning;
- b) een verklaring op erewoord van de stagiair;

14° voor de stagiair bedoeld in artikel 5, eerste lid, 6°, van het decreet, een attest van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

15° voor de stagiair bedoeld in artikel 5, eerste lid, 7°, van het decreet:

- a) het document A 23;
- b) een attest van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

16° voor de stagiair bedoeld in artikel 6 van het decreet:

- a) het document A 23;
- b) een verklaring op erewoord van de stagiair.

§ 2. De Minister kan de in paragraaf 1 bedoelde documenten en attesten wijzigen en nader bepalen alsook de bevoegde overheden om ze te verlenen, ten opzichte van de ontwikkeling van de wetgevende, decreet- en regelgevende teksten.

De Minister bepaalt de lijst van de titels die gelijkwaardig zijn met het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs.

Indien verschillende stagiairs op dezelfde datum de opleiding beginnen te volgen, kunnen het document A 23 en het in § 1, 2°, bedoelde document gezamenlijk door de Dienst opgemaakt worden.

**Art. 5.** § 1. De in artikel 4, § 1, bedoelde documenten en attesten worden door de stagiair of de bevoegde instelling, ieder wat hem betreft, aan het centrum meegedeeld binnen een maximale termijn van 15 dagen na het moment waarop de stagiair zijn opleiding begint te volgen, met uitzondering van de in artikel 5, eerste lid, 5°, van het decreet bedoelde stagiairs die hun verblijfsvergunning overleggen zodra ze hun opleiding beginnen te volgen.

Uiterlijk de dag waarop de stagiair zijn opleiding begint te volgen, richt het centrum een aanvraag over de verificatie van het voldoen aan één van de voorwaarden voor het in aanmerking komen van de stagiair zoals bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet aan de bevoegde instelling. Het centrum bepaalt in de aanvraag gericht aan de bevoegde instelling aan welke voorwaarden voor het in aanmerking komen de stagiair voldoet.

Zolang het centrum geen toegang heeft tot de documenten en attesten van de Dienst via de raadpleging van een beveiligde elektronische databank op de website van de "Forem", deelt de Dienst de documenten en attesten bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, a), 2°, 9°, a), 15°, a) en 16°, a), aan het centrum mee binnen een maximale termijn van 15 dagen na de in het tweede lid bedoelde aanvraag.

In afwachting van de bovenvermelde documenten en attesten vraagt het centrum aan de stagiair een verklaring op erewoord waarvan het model door de Administratie wordt opgemaakt; daarmee toont hij aan dat hij aan één van de in de artikelen 5 en 6 van het decreet bedoelde voorwaarden voor het in aanmerking komen voldoet. De verklaring op erewoord van de stagiair blijft geldig tot de dag waarop het centrum de in artikel 4, § 1 bedoelde documenten en attesten ontvangt. De verklaring op erewoord zorgt ervoor dat de opleidingsuren gegeven door het centrum in het kader van zijn erkenning in aanmerking komen.

Indien de stagiair aan de voorwaarden voor het in aanmerking komen niet voldoet na de verificatie bij de bevoegde instelling van het voldoen aan één van de voorwaarden voor het in aanmerking komen van de stagiair zoals bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet, of indien de stagiair de documenten en attesten bedoeld in artikel 4, § 1, niet aan het centrum overmaakt binnen de vereiste termijn tenzij de bevoegde administraties voor het uitbrengen van de documenten en attesten en bijkomende termijn vraagt, mag hij de begonnen opleiding niet meer volgen.

De documenten en attesten afgegeven door de bevoegde instelling overeenkomstig artikel 4 hebben een geldigheidsperiode van zeven dagen die begint vanaf de dag van het opstellen ervan door de bevoegde instelling. Indien de stagiair zijn opleiding effectief begint in het centrum tijdens deze geldigheidsperiode en dat hij op erewoord verklaart dat zijn administratieve toestand sindsdien niet veranderd is, wordt geacht dat de documenten en attesten bedoeld in artikel 4 zijn opgesteld de dag waarop hij zijn opleiding begint te volgen.

§ 2. Voor de de verwerking van de gegevens betreffende de stagiair waarvan hij kennis heeft in het kader van de uitvoering van dit besluit, leeft het centrum de wet na van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Binnen de voorwaarden en volgens de modaliteiten bepaald bij of krachtens de voornoemde wet van 8 december 1992, vraagt het centrum de toestemming van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer voor het gebruik van het rijksregisternummer van de stagiair.

**Art. 6.** In afwijking van artikel 4 en wat betreft de stagiairs die tussen 1 januari 2014 en 26 februari 2014 met de opleiding zijn begonnen, wordt de verificatie van de naleving van de in de artikelen 5 en 6 van het decreet bedoelde voorwaarden verricht op grond van de verklaring op erewoord bedoeld in artikel 5, vierde lid, met uitzondering van de in artikel 5, eerste lid, 5°, bedoelde stagiairs die hun verblijfsvergunning overleggen.

**Art. 7.** Indien de stagiair opzettelijk een valse verklaring op erewoord heeft gedaan om een bij of krachtens het decreet georganiseerde opleiding te volgen en niet aan de in de artikelen 5 en 6 van het decreet bedoelde voorwaarden voldoet, maakt het centrum onmiddellijk een einde aan de opleiding van de stagiair.

Het centrum informeert de stagiair, zodra zijn opleiding is begonnen, dat er onmiddellijk een einde wordt gemaakt aan de opleiding in het geval van een opzettelijk valse verklaring op erewoord van de stagiair.

HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen van het centrum**Afdeling 1. — Pedagogische verplichtingen*

**Art. 8.** Met inachtneming van het pedagogisch project bedoeld in artikel 8, eerste lid, 2°, van het decreet, werkt het centrum, voor elke filière die het organiseert, een vormingsprogramma uit zoals bedoeld in artikel 9, eerste lid, 5°, van het decreet. Op grond van het programma van de filière sluit het centrum met elke stagiair een pedagogisch contract, uiterlijk de dag waarop zijn opleiding aanvangt, en een individueel vormingsprogramma zoals bedoeld in artikel 8, eerste lid, 2°, b), van het decreet.

**Art. 9.** Het programma van de filière wordt uitgewerkt naar gelang de categorie van de filière zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet en wordt samengesteld uit vormingseenheden met, per hoofdactiviteit, de vaardigheden, bekwaamheden en kennis waarmee de doelstelling van de filière gehaald kunnen worden. Het programma van de filière bepaalt:

- 1° de duur en het wekelijkse ritme van de vorming;
- 2° het doelpubliek overeenkomstig de artikelen 5 en 6 van het decreet;
- 3° de organisatie van het begin en het einde van de opleiding :
  - a) of het begin en het einde van de opleiding zijn identiek voor het geheel van de stagiairs;
  - b) of het begin van de opleiding wordt over de hele duur van het jaar verspreid voor één of meer stagiairs en het einde ervan verchilt naar gelang van de behoeften van de stagiair;
- 4° het maximaal aantal stagiairs :
  - a) per zitting voor de opleidingen bedoeld onder 3°, a);
  - b) per kalenderjaar voor de opleidingen bedoeld onder 3°, b);
- 5° de organisatiemodaliteiten voor de pedagogische opvolging en de sociale begeleiding zoals bedoeld in artikel 12 en het uitwerken van het navormingsproject;
- 6° de eventuele organisatie van stages en de duur ervan overeenkomstig artikel 11;
- 7° desgevallend, het beroep op een derde, de nagestreefde doelstellingen en de derden die een partnerschapsovereenkomst met het centrum gesloten hebben.

Als het beroep op een derde, met inbegrip van het partnerschap, betrekking heeft op de uitvoering van een deel van het vormingsprogramma door een onderneming, een ander centrum of een andere vormingsoperator, of een dienst voor psycho-medisch-sociale bijstand, voorziet het programma van de filière in de inhoud en de duur van het beroep op derde alsook in zijn financiële voorwaarden en organisatiemodaliteiten.

**Art. 10.** Het pedagogische contract voorziet in de rechten en plichten van elke partij en in de verplichting om het individuele vormingsprogramma van de stagiair in gezamenlijk overleg uit te werken.

Het individuele vormingsprogramma bevat op zijn minst de volgende elementen :

- 1° de categorie van de filière zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet en het opschrift ervan;
- 2° de elementen van het programma van de filière bedoeld in artikel 9, eerste lid;
- 3° de door de stagiair te halen doelstellingen inzake vaardigheden en technische, vakgebiedsoverschrijdende en sociale kennis in beroepssituatie t.o.v. de referentiënzaken bedoeld in artikel 15, 7° en 8°, van het decreet, als ze bestaan;
- 4° de duur van de vorming van de stagiair;
- 5° de toepassing van de organisatiemodaliteiten voor de pedagogische opvolging en, desgevallend, de sociale begeleiding en de voorbereiding van het navormingsproject;
- 6° het deel van het vormingsprogramma van de stagiair waarvoor zijn deelname aan een filière die tot een andere filièrecategorie behoort nodig is, gelijktijdig en in hetzelfde centrum;
- 7° desgevallend, en voor een deel van het individuele vormingsprogramma, het beroep op een derde zoals omschreven in artikel 9, 7°.

Het individuele vormingsprogramma kan aangepast worden naar gelang van de evolutie van de stagiair, van zijn behoeften en van de resultaten van de tussentijdse evaluaties van zijn verworvenheden inzake vaardigheden.

Na afloop van de vorming maakt het centrum het eindvormingsattest op met melding van de duur van de vorming en de door de stagiair verworven vaardigheden en, desgevallend, een synthese van zijn navormingsproject.

Het centrum dat het pedagogische contract met de stagiair sluit, zorgt voor de pedagogische opvolging en de sociale begeleiding zolang de vorming duurt, inclusief in het kader van het beroep op een derde zoals bedoeld in artikel 9, 7°. Als een deel van de vorming in een ander centrum plaatsvindt, kan geen ander pedagogisch contract gesloten worden.

**Art. 11.** § 1. In het programma van de filière kan het centrum voorzien in de organisatie van één van de twee volgende stages :

- 1° een stage tot ontdekking van een beroep, een werkpost, een bedrijfscultuur, die de nadere bepaling van het beroepsopleidingsproject beoogt en waarvan de duur niet langer mag zijn dan 90 uren voor elke stage;
- 2° een beroepsvormende stage gericht op de uitoefening van vaardigheden verworven binnen de vormingsfilière en waarvan de duur niet langer mag zijn dan 520 uren voor elke stage.

De stages bedoeld in het eerste lid, 1°, kunnen gelopen worden binnen één of meer bedrijven, verschillende diensten van hetzelfde bedrijf of één of meer vormingsorganen.

De stages bedoeld in het eerste lid, 2°, kunnen gelopen worden binnen één of meer bedrijven of verschillende diensten van hetzelfde bedrijf.

De stagiairs kunnen pas aanspraak maken op een beroepsvormende stage als ze minstens 150 uren opleiding binnen het centrum gevolgd hebben.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, eerste lid, 2°, kan de stage de duur van 520 uren overschrijden in de gevallen vereist bij een andere wetgeving of regelgeving tot bepaling van specifieke criteria voor de organisatie van opleidingen in bepaalde activiteitssectoren. In dat geval kan de Administratie toestaan dat het centrum afwijkt van de duur van 520 uren.

§ 3. De gecumuleerde duur van de stages waarin het individuele vormingsprogramma voorziet mag de helft van de duur van het vormingsprogramma niet overschrijden. Afwijkingshalve mag de gecumuleerde duur van de stages waarin het individuele vormingsprogramma voorziet de helft van de duur van het vormingsprogramma overschrijden in het geval dat de stages afwijken van de maximumduur van 520 uren bedoeld in paragraaf 1.

§ 4. Tijdens een stage wordt een individuele stageovereenkomst gesloten tussen de stagiair, het centrum waarmee de stagiair het pedagogische contract heeft gesloten alsook het bedrijf of het centrum waar de stage georganiseerd wordt. De overeenkomst vermeldt op zijn minstens de volgende gegevens:

- 1° de partijen die de stageovereenkomst ondertekend hebben;
- 2° de rechten en plichten van de partijen, inclusief de tenlasteneming van de kosten voor de vorming van de stagiair;
- 3° de filière waarvoor de stagiair ingeschreven is;
- 4° de doelstellingen van de stage;
- 5° de duur en het wekelijkse ritme van de stage;
- 6° de beschrijving van de functie(s) uitgeoefend door de stagiair in de loop van de stage overeenkomstig het programma van de filière;
- 7° de criteria en de modaliteiten voor de evaluatie.

**Art. 12.** De pedagogische opvolging bestaat in de uitoefening van minstens de volgende activiteiten:

- 1° de organisatie van een balans aan het begin van de vorming;
- 2° de opmaak en de opvolging van het individuele vormingsprogramma op grond van de balans;
- 3° de organisatie van tussentijdse evaluaties en van een slotevaluatie van de vorming tot vaststelling van de beroepskennis, -vaardigheden en -gedragen verworven door de stagiair en de eventuele aanpassingen van het individuele vormingsprogramma;
- 4° desgevallend, de organisatie van stages;
- 5° de voorbereiding, samen met de stagiair, van zijn navormingsproject.

De sociale begeleiding van de stagiair bestaat in de uitoefening van minstens de volgende activiteiten:

- 1° de opmaak van een individuele sociale balans, desgevallend, de resultaten van een vorige vormings- en inschakelingsactie;
- 2° de bepaling, in het individuele vormingsprogramma, van de doelstellingen betreffende de aanwerving van sociale vakgebiedsoverschrijdende vaardigheden en in beroepssituatie;
- 3° de organisatie en de animatie van individuele en collectieve activiteiten die autonomie en sociale emancipatie beogen i.v.m. sociaal-professionele inschakeling;
- 4° de organisatie van de tussentijdse evaluaties en de slotevaluatie van de sociale transversale vaardigheden en in beroepssituatie;
- 5° desgevallend, de organisatie en de opvolging van de tussenkomst van operatoren gespecialiseerd in psycho-medisch-sociale bijstand.

**Art. 13.** Het centrum maakt een huishoudelijk reglement op dat op de stagiairs toepasselijk is en minstens de regels bevat m.b.t. de bescherming van gegevens met een persoonlijk karakter, de persoonlijke levenssfeer, alsook het beheer van klachten.

**Art. 14.** Overeenkomstig artikel 14, eerste lid, 3°, van het decreet, wordt het omkaderingspercentage per kalenderjaar en per filière berekend, na deling van het aantal omkaderingsuren door het aantal vormingsuren.

Het omkaderingspercentage van de filières « Démarche de formation et d'insertion », met uitzondering van die betreffende de alfabetisering en de beroepsoriëntering, is gelijk aan 0,10 of meer.

Het omkaderingspercentage van de filières met het oog op de alfabetisering en de beroepsoriëntering, en de filières "Entreprise de formation par le travail" is gelijk aan 0,16 of meer.

#### Afdeling 2. — Administratieve verplichtingen

**Art. 15.** Het centrum controleert, per filière en op basis van het formulier van de Administratie, de aanwezigheid van de stagiairs in opleiding, waarbij ze een onderscheid maakt tussen de effectieve aanwezigheidsuren en de gelijkgestelde uren.

**Art. 16.** Voor de filières « Entreprise de formation par le travail » vangt het centrum als stagiair in de vorming elke persoon op die ingedeeld is in één van de categorieën bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet, waarbij hem de voordelen toegekend worden die vastliggen in het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen, met uitzondering van de crèche- en kinderopvangkosten overgenomen door de Dienst.

**Art. 17.** Aan het begin van de opleiding legt het centrum voor elke stagiair een individueel dossier aan waarin de volgende administratieve en pedagogische documenten opgenomen worden:

- 1° een document, waarvan het model is vastgelegd door de administratie, met de identificatiegegevens van de stagiair, alsook de gegevens betreffende zijn school- en beroepstraject;
- 2° de documenten en attesten waaruit blijkt dat de stagiair in aanmerking komt of, bij gebreke daarvan, de verklaring op erewoord bedoeld in artikel 5, vierde lid en, wanneer voorzien, het bewijs van de verzending van de aanvraag naar de instellingen bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet;
- 3° het pedagogische contract van de stagiair.  
Zodra ze opgemaakt zijn, worden de volgende documenten geleidelijk bij het individuele dossier gevoegd:
  - 1° de balans en het individuele vormingsprogramma en, in voorkomend geval, hun aanpassingen;
  - 2° de tussentijdse evaluaties en de slotevaluatie;
  - 3° de stageovereenkomst(en) en de overeenkomst(en) betreffende de opvolging van een opleiding bij een ander centrum of een dienst voor psycho-medisch-sociale bijstand;
  - 4° de bewijsstukken voor afwezigheden;
  - 5° het attest van het einde van de opleiding bedoeld in artikel 10, vierde lid, of indien de opleiding voortijdig eindigt, de redenen die zulks wettigen;
  - 6° in voorkomend geval, het navormingsproject van de stagiair;
  - 7° de gekende resultaten inzake inschakeling in de betrekking of in een andere opleiding.

**Art. 18.** § 1. Het centrum overhandigt aan de Administratie een jaaractiviteitenverslag dat betrekking heeft op het jaar n, zoals bedoeld in artikel 14, eerste lid, 6°, van het decreet, uiterlijk op 15 februari van het jaar n+1. Het jaaractiviteitenverslag, waarvan het model door de Administratie wordt vastgelegd, bevat minstens de volgende gegevens:

1° wat het centrum betreft :

- a) het aantal kandidaten voor de opleiding die in aanmerking gekomen zijn voor een opvangproces zoals omschreven in het pedagogische project overeenkomstig artikel 8, eerste lid, 2° a), van het decreet;
- b) het aantal kandidaten die bij de opvang het voorwerp van een heroriëntatie hebben uitgemaakt;
- c) de bijgewerkte lijst van de personeelsleden tewerkgesteld tijdens het jaar dat voorafgaat aan het verslag, hun functie en de kenmerken van hun contract inzake statuut en het arbeidsduurstelsel;
- d) het percentage van omkadering van de stagiairs;
- e) de inschakeling van de stagiairs, binnen zes maanden na hun opleiding, in een andere opleiding of in een betrekking als de informatie hem door de stagiair verstrekt wordt;

2° wat betreft elke filière die door het centrum georganiseerd wordt:

- a) de lijst van de stagiairs in opleiding per kalenderjaar t.o.v. de categorieën publiek bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet, de data waarop hun opleiding begint en eindigt en de reden waarom ze de opleiding niet meer volgen;
- b) het aantal opleidingsuren daadwerkelijk gevolgd door de stagiairs en de gelijkgestelde uren;
- c) het aantal en het type georganiseerde stages en beroepen op een derde, de duur van de stage en het aantal stagiairs die eraan deelgenomen hebben alsook de vormingsactiviteiten toevertrouwd aan een ander centrum of aan een bedrijf, de desbetreffende overeenkomsten;
- d) de globale resultaten van de stagiairs inzake verwerving van technische, transversale en sociale kennis en vaardigheden in beroepssituatie, alsook inzake de inschakeling in een andere opleiding of in een betrekking als de informatie hem door de stagiair verstrekt wordt.

De elementen van het activiteitenverslag kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 2. Het centrum overhandigt aan de Dienst, uiterlijk 1 juni van het jaar n+1, volgens de modellen vastgesteld door de Dienst:

1° de uitvoerige tabellen met de bestemmingen van de ontvangsten en uitgaven van het jaar n t.o.v. de verschillende financieringsbronnen die de identificatie van het bewijsstuk betreffende elke uitgave omvatten, alsook al de bronnen en bedragen van elke andere subsidie waarvan hij tijdens het jaar n van genoten heeft;

2° de tabel van de afschrijvingen voor het jaar n;

3° de balans en de resultatenrekeningen van jaar n, waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen de activiteiten van de filières « Démarche de Formation et d'insertion » en die van de filières « Entreprise de formation par le travail ».

**Art. 19.** Het centrum beheert de subsidiëring bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet overeenkomstig de artikelen 11 tot 14 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof.

**Art. 20.** Alle akten, facturen, mededelingen, publicaties, website en andere stukken die uitgaan van een centrum dragen de melding « centre agréé par la Région wallonne sous le n° [...] » (centrum erkend door het Waalse Gewest onder het nr. [...]) en zijn voorzien van het logo van het Waalse Gewest.

**Art. 21.** De besteding van de opbrengsten uit de productie- en verkoopactiviteiten van een centrum dat beschikt over fase filière "Entreprise de formation par le travail" is met zijn maatschappelijk doel verbonden.

De besteding van de opbrengsten maakt het voorwerp uit van een formele beslissing van de algemene vergadering van het centrum of van de raad voor maatschappelijk welzijn voor het centrum samengesteld op initiatief van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

De beslissing van besteding wordt genomen binnen het jaar na bedoeld begrotingsjaar.

#### HOOFDSTUK IV. — *Erkenningsprocedure en -criteria*

**Art. 22.** § 1. Overeenkomstig artikel 11, eerste lid, van het decreet worden de aanvragen tot erkenning en hernieuwing van erkenning van het centrum, waarvan de modellen door de administratie opgemaakt worden, door het verzoekende centrum via elk middel met bewijs van de verzenddatum ingediend, uiterlijk 31 augustus van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarvoor de erkenning aangevraagd wordt.

De Minister kan deze vervaldatum wijzigen het jaar dat overeenstemt met de hernieuwingen van erkenning.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 8 van het decreet voegt het centrum minstens de volgende elementen bij zijn aanvraag :

1° de gecoördineerde en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte statuten van de vereniging zonder winstoogmerk of van de vereniging van openbare centra voor maatschappelijk werk, de beslissing van de raad (raden) voor sociale actie en het afschrift van de goedkeuring door de gemeenteraad (gemeenteraden) als het dossier door een openbaar centrum voor maatschappelijk werk of een vereniging van openbare centra voor maatschappelijk werk wordt ingediend;

2° de omschrijving van het pedagogische project zoals bedoeld in artikel 9, eerste lid, 2°, van het decreet en de desbetreffende organisatiemodaliteiten, inclusief het model van het pedagogische contract en van het individuele vormingsprogramma;

3° de aanvraag tot erkenning van één of meer filières, met het geheel van de documenten bedoeld in artikel 22;

4° de omschrijving van de materiële, menselijke en financiële middelen en hulpmiddelen bedoeld in artikel 8, eerste lid, 4°, van het decreet, inclusief het afschrift van het inspectieverslag van de brandweerdienst, alsook elk document afgegeven door een erkende instelling voor het materieel waarvan het gebruik eventuele risico's inhoudt;



5° een afschrift van de samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 8, eerste lid, 6°, van het decreet of het bewijs dat de stappen t.o.v. de Dienst ondernomen werden binnen een termijn van drie maanden voor de indiening van de erkenningsaanvraag; het centrum richt de overeenkomst aan de administratie zodra ze gesloten is;

6° de overlegging van elk bewijs dat nodig is voor de controle op de naleving van de regelgevingen die op het centrum toepasselijk zijn, met name het bewijs van de naleving van de regelgeving betreffende de medische controle, genomen krachtens de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers tijdens de uitvoering van hun werk.

Bij gebrek aan het verslag bedoeld in het eerste lid maakt het centrum, wanneer het de erkenningsaanvraag bij de Administratie indient, het afschrift van de aanvraag tot inspectie van de lokalen door de brandweerdienst over en richt het verslag aan de Administratie na ontvangst ervan.

De Minister kan het centrum vrijstellen van de overlegging van het geheel of een gedeelte van de documenten bedoeld in het eerste lid, als de administratie of de sociale inspectie beschikt over één of meer stukken of gegevens bedoeld in het eerste lid of erover beschikt via een bank van gegevens uit authentieke bronnen.

§ 3. De aanvraag tot hernieuwing van erkenning van het centrum gaat vergezeld van een dossier dat de in paragraaf 2 bedoelde elementen bevat, als ze het voorwerp zijn van wijzigingen t.o.v. de vorige erkenning.

**Art. 23.** § 1. Voor de toepassing van artikel 9 van het decreet, maakt het centrum, door elk middel dat bewijs van de verzenddatum verleent, gelijktijdig met zijn erkenning of uiterlijk op de datum bepaald in artikel 22, § 1, de volgende gegevens over:

1° de categorie waarin de filière ingedeeld is, alsook het methodologische kader ervan;

2° de rechtvaardiging van de erkenningsaanvraag t.o.v. de bestaande analyse van het aanbod aan beroepsopleiding en de behoeften van de arbeidsmarkt bedoeld in artikel 9, eerste lid, 1°, van het decreet;

2° het programma van de filière zoals bedoeld in artikel 9;

4° als de erkenning van een nieuwe filière wordt aangevraagd tijdens de erkenningsperiode van het centrum, een omschrijving van de materiële, menselijke en financiële middelen en hulpmiddelen voorzien voor de werking van de filière.

§ 2. De aanvraag tot hernieuwing van erkenning van de filière gaat vergezeld van een dossier dat de in paragraaf 1 bedoelde elementen bevat, als ze het voorwerp zijn van wijzigingen t.o.v. de vorige erkenning.

Elke overheid bevoegd om tussen te komen in het kader van de procedure tot erkenning of tot hernieuwing van erkenning bij of krachtens het decreet kan verzoeken om de overlegging van de documenten bedoeld in respectievelijk paragraaf 1 en artikel 22, § 2, als ze nodig zijn om te oordelen of de erkenning of de hernieuwing van erkenning al dan niet toegekend zal worden.

**Art. 24.** § 1. Binnen een termijn van vijftien dagen met ingang op de datum van ontvangst van de aanvraag tot erkenning of tot hernieuwing van erkenning van het centrum of van de filières richt de Administratie aan het verzekende centrum een bericht van ontvangst waarin bevestigd wordt dat het dossier volledig is. Als het dossier niet volledig is, richt de administratie aan het centrum een schrijven waarin het verzocht wordt om het dossier aan te vullen binnen vijftien dagen na ontvangst van het schrijven.

De termijn van vijftien dagen kan op gemotiveerd verzoek van het centrum met hoogstens vijftien dagen verlengd worden. Als het dossier na afloop van die termijn niet volledig is, wordt de aanvraag zonder gevolg gerangschikt door de Administratie, die het centrum verwittigt binnen vijftien dagen na het nemen van de beslissing.

Als het dossier volledig is, onderzoekt de administratie de aanvraag, gaat ze na of de erkenningsvoorwaarden nageleefd worden en maakt ze een onderzoeksrapport op. Ze verzoekt om het advies van elke territoriaal bevoegde KOVA-regio-instantie, die advies uitbrengt binnen veertig dagen, te rekenen vanaf de datum van verzending door de Administratie. Na afloop van die termijn wordt het advies niet meer vereist.

Het advies bedoeld in het derde lid slaat op de relevantie van de door het centrum georganiseerde filière(s) t.o.v. de behoeften vastgesteld op het grondgebied.

In geval van hernieuwing van erkenning berust het onderzoeksrapport van de Administratie op de analyse van de activiteitenverslagen en de rapporten van de sociale inspectie opgemaakt gedurende de erkenningsperiode die voorafgaat aan de hernieuwingsaanvraag.

§ 2. De administratie legt haar onderzoeksrapport en het advies van de KOVA-regio-instantie over de georganiseerde filières aan de Minister over binnen een termijn van zestig dagen, die ingaat op de datum van het bericht van ontvangst waarin bevestigd wordt dat het dossier volledig is.

Als het advies van de KOVA-regio-instantie of het onderzoeksrapport van de Administratie negatief is, vraagt de Administratie het advies van de commissie.

De administratie kan de commissie ook om advies verzoeken in de volgende gevallen:

1° als ze acht dat één of meer voorwaarden tot erkenning of hernieuwing van erkenning bedoeld in de artikelen 8 en 9 van het decreet niet vervuld zijn;

2° bij gebrek aan vormingsreferentieel zoals bedoeld in artikel 15, eerste lid, 7° en 8°, van het decreet, om na te gaan of het programma dat opgenomen is in het erkenningsdossier coherent is.

De commissie spreekt zich uit binnen een termijn van dertig dagen die ingaat op de datum van ontvangst van de aanvraag. Alvorens advies uit te brengen kan de commissie op eigen initiatief of op verzoek van de vertegenwoordigers van de centra laatstgenoemden horen over het voorwerp van de erkenning. In geval van verhoor kan de commissie vragen dat voornoemde termijn met een maand verlengd wordt. De commissie kan voorstellen dat de duur van de hernieuwing van erkenning tot twee jaar beperkt wordt en met aanbevelingen gepaard gaat. Als de administratie de commissie om advies verzoekt, legt ze haar onderzoeksrapport, samen met de adviezen van de KOVA-regio-instantie over de georganiseerde filières en van de commissie, aan de Minister over binnen een termijn van negentig dagen, desgevallend honderdtwintig dagen, te rekenen vanaf de datum van het bericht van ontvangst waarin bevestigd wordt dat het dossier volledig is.

De Minister beslist over de toekenning of weigering van erkenning uiterlijk binnen een termijn van vijftien dagen na het onderzoeksrapport.

§ 3. Elke beslissing tot toekenning van erkenning of hernieuwing van erkenning van een centrum, inclusief de filières die het organiseert, bevat op zijn minst:

- 1° de benaming van het centrum en van de filière(s);
- 2° de duur van de erkenning;
- 3° de categorie en het methodologische kader waarin elke filière ingedeeld is;
- 4° het aantal uren erkend per filière;
- 5° het subsidiëeringsbedrag.

De Administratie geeft kennis van de beslissing van de Minister aan het centrum, binnen tien dagen na haar ontvangst, door elk middel dat bewijs van de verzenddatum verleent.

**Art. 25.** Overeenkomstig artikel 9, vierde lid, van het decreet, spreekt de Administratie zich, wanneer het centrum een aanvraag tot wijziging van de beslissing indient die geen betrekking heeft op de elementen bedoeld in artikel 24, § 3, eerste lid, en die geen weerslag heeft op de subsidiëering toegekend aan het centrum, langs de elektronische weg uit over de aanvraag tot wijziging van de beslissing binnen de vijftien dagen na ontvangst ervan.

De Administratie spreekt zich met name uit t.o.v. de coherentie van de aangevraagde wijziging met de oorspronkelijk erkenningsaanvraag en het pedagogisch project.

#### HOOFDSTUK V. — *Overdracht van filière*

**Art. 26.** § 1. Overeenkomstig artikel 13, lid 7, van het decreet, verstrekt de Administratie langs de elektronische weg aan de commissie en aan de centra informatie over elke stand van zaken bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1° tot 3°, van het decreet, en organiseert ze de oproep tot de kandidaten voor de overname van één of meer filières door één of meer centra.

De Administratie bepaalt de modaliteiten voor de oproep tot de kandidaten, inclusief de nodige documenten voor de beoordeling van het aanbod aan overname van de filière(s), alsook de uiterste datum voor de indiening van de kandidaturen.

De centra die kandidaat-overnemer zijn richten hun gemotiveerde kandidatuur aan de administratie met opgave van minimum:

- 1° hun vermogen tot voortzetting van de opleiding van de stagiairs die betrokken zijn bij de overdracht van de filière waarvoor ze ingeschreven zijn;
- 2° hun vermogen om het geheel of een deel van het personeel van het overdragende centrum over te nemen;
- 3° de organisatiemodaliteiten betreffende de termijn voor de uitvoering van de overdracht, de geografische vestiging van de geplande vormingslocatie(s), de beschikbaarheid van het materiaal en de lokalen die noodzakelijk zijn;
- 4° eenomschrijving van de materiële, menselijke en financiële middelen en hulpmiddelen voorzien voor de werking van elke filière.

Binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van de kandidaturen stuurt de Administratie aan het overnemende centrum hetzij een bericht van ontvangst met de melding dat het dossier volledig is, hetzij een schrijven waarin het verzocht wordt het dossier aan te vullen binnen vijftien dagen na ontvangst van het schrijven.

Binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van de volledige dossiers gaat de Administratie na of ze in aanmerking komen wat betreft de naleving van de modaliteiten die vastliggen in de kandidatenoproep en van de criteria bedoeld in artikel 13, tweede lid, van het decreet.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, als een centrum vrijwillig beslist om één of meer filières over te dragen aan een ander centrum waarmee het tot een akkoord komt, maken de centra de volgende stukken aan de administratie over:

- 1° de documenten bedoeld in paragraaf 1, derde lid;
- 2° de beslissing van de raad van bestuur van elk centrum betrokken bij de filièreoverdracht;
- 3° de elementen tot identificatie van de centra betrokken bij de filièreoverdracht.

§ 3. Als de dossiers volledig zijn en na te hebben gecontroleerd of ze in aanmerking komen, analyseert de Administratie de overeenkomstig paragraaf 1 of 2 ingediende dossiers ten opzichte van de volgende prioriteiten :

- 1° het vermogen inzake administratief, financieel en pedagogisch beheer van het centrum kandidaat-overnemer van één of meer filières wordt beoordeeld op grond van de door de administratie opgemaakte evaluatierapporten in de loop van de vier jaren die aan zijn aanvraag voorafgaan;
- 2° de mogelijkheid om het geheel of een deel van het personeel of de stagiairs over te nemen;
- 3° de ondervertegenwoordiging van de filière die het voorwerp is van een overdracht in één of meer regio's, beoordeeld op grond van de bestaande analyse van het aanbod aan beroepsopleiding en de behoeften van de arbeidsmarkt bedoeld in artikel 9, eerste lid, 1°, van het decreet;
- 4° het behoud van het opleidingsaanbod en de toegankelijkheid ervan op het grondgebied.

De Administratie onderwerpt het voorstel van beslissing aan de commissie, die advies uitbrengt binnen twintig werkdagen nadat het voorstel bij haar aanhangig is gemaakt. De commissie kan vragen dat voornoemde termijn met een maand verlengd wordt.

De Administratie richt, samen met het advies van de commissie, een onderzoeksrapport aan de Minister binnen een termijn van vijf werkdagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het advies van de commissie. De Minister beslist uiterlijk binnen een termijn van vijftien dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het onderzoeksrapport. Na ontvangst van de beslissing geeft de Administratie kennis ervan aan het overdragende centrum en aan het overnemende centrum.

In geval van overdracht van personeel of stagiairs kan de Minister voorzien in een versnelde procedure tot filièreoverdracht volgens de modaliteiten die hij bepaalt.

De aanvraag tot toestemming van overdracht van filières leidt niet tot de verhoging van de subsidie zoals ze aan het overdragende centrum toegekend werd en vormt geen aanvraag tot erkenning van een nieuwe opleidingsfilière zoals bepaald bij artikel 9 van het decreet.

Een centrum dat in de loop van dezelfde periode het voorwerp is geweest van een opschorting of van een gedeeltelijke intrekking van erkenning mag geen kandidaat-overnemer zijn.

§ 4. Overeenkomstig artikel 13bis, derde lid, van het decreet, dient de juridische entiteit die in aanmerking komt voor een overdracht krachtens artikel 13 bis van het decreet, de Administratie zo spoedig mogelijk in te lichten over de overdracht.

De Administratie deelt de informatie aan de commissie mee, langs de elektronische weg.

HOOFDSTUK VI. — *Evaluatie, controle en sancties*

**Art. 27.** § 1. De administratie maakt om de twee jaar een evaluatierapport op i.v.m. de verificatie van de uitvoering door het centrum van zijn opdrachten zoals bedoeld in artikel 4 van het decreet en, in het bijzonder, i.v.m. de tenuitvoerlegging van zijn pedagogisch project, de inachtneming van het percentage van omkadering van de stagiairs en de kwaliteit van het administratief beheer en van de menselijke hulpkrachten van het centrum. De evaluatie gaat uit van de activiteitenrapporten bedoeld in artikel 18, eerste lid, alsook van de rapporten van de sociale inspectie.

§ 2. De synthese bedoeld in artikel 16, § 2, 2°, van het decreet wordt op basis van de activiteitenrapporten van de centra gemaakt per filièrecategorie bedoeld in artikel 4 van het decreet, ten opzichte van de volgende elementen:

1° het aantal stagiairs in opleiding en hun indeling in één van de categorieën van publiek bedoeld in de artikelen 5 en 6 van het decreet;

2° de gemiddelde duur van de door de stagiairs gevolgde opleiding, waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen de daadwerkelijk gevolgde opleidingsuren en de gelijkgestelde uren;

3° het percentage van het totaal aantal gevolgde opleidingsuren erkend voor het centrum en de verhouding tussen de daadwerkelijk gevolgde uren en de gelijkgestelde uren;

4° het aantal en het type stages georganiseerd door het centrum en het aantal stagiairs die ervoor in aanmerking zijn gekomen;

5° de resultaten behaald door de stagiairs inzake de verwerving van kennis en vaardigheden met het oog op hun integratie in het opleidingsproces en de arbeidsmarkt;

6° de inschakeling van de stagiairs, binnen zes maanden na hun opleiding, in een andere opleiding of in een betrekking als de informatie beschikbaar is.

De synthese bedoeld in het eerste lid wordt aan de Minister en aan de « Conseil économique et social de Wallonie » overgelegd uiterlijk 31 oktober van het jaar dat volgt op de betrokken periode.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. De controle en het toezicht bedoeld in artikel 18 van het decreet hebben uitsluitend betrekking op:

1° de tenuitvoerlegging van het pedagogisch project en van de opleidingsprogramma's die het voorwerp van de beslissing tot erkenning hebben uitgemaakt;

2° de verificatie van de inhoud van de individuele dossiers van de stagiairs;

3° de inachtneming van de duur van de stages;

4° het in aanmerking komen van de stagiairs;

5° de controle van de opleidingsuren van de stagiairs;

6° de inachtneming van het omkaderingspercentage.

§ 2. De controle van het gebruik van de subsidiëring bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet wordt uitsluitend door de Dienst verricht.

Rekening houdend met het forfaitair karakter van de subsidiëring bedoeld in artikel 31, § 1, tweede lid, en van de toekenningsvoorwaarde van de subsidiëring bedoeld in artikel 17, § 5, van het decreet gecontroleerd door de Administratie op basis van het jaaractiviteitenverslag bedoeld in artikel 18, § 1, heeft de controle bedoeld in het eerste lid betrekking op de verificatie van de naleving door het centrum van de gebruiksregels van de subsidie bedoeld in artikel 31, §§ 2 en 3.

De controle bedoeld in het eerste lid wordt verricht op de documenten bedoeld in artikel 18, § 2, en, in voorkomend geval, op de bewijsstukken.

Het centrum houdt ter beschikking van de Dienst, het geheel van de bewijsstukken geïdentificeerd in de tabellen bedoeld in artikel 18, § 2, 1°, en maakt, op verzoek van de Dienst, een afschrift van de bewijsstukken over.

In afwijking van paragraaf 1 en de leden 1 en 3, na onderzoek van de bewijsstukken, in het geval van zware vermoedens van fraude, kan de Dienst de sociale inspectie verzoeken om een controle van het centrum ter plaatse uit te voeren. De controle ter plaatse heeft uitsluitend betrekking op de verificatie van de werkelijkheid van de omstrede uitgaven.

§ 3. Overeenkomstig artikel 12 van het decreet kan de Minister de erkenning van het centrum of van een filière opschorten of intrekken, na waarschuwing betekend bij aangetekend schrijven door de Administratie en op advies van de commissie.

In de waarschuwingsbrief wordt het centrum gewezen op de tekortkomingen die hem verweten worden en wordt het verzocht om zijn bemerkingen en verweermiddelen mee te delen binnen een termijn van vijftien dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het aangetekend schrijven. In het schrijven worden de volgende punten benadrukt:

1° in geval van wil om de erkenning van het centrum op te schorten, de redenen daarvoor, alsook de maximale duur om te voldoen aan de niet nagekomen verplichtingen, zonder evenwel een termijn van vier maanden te overschrijden;

2° desgevallend, de wil om de erkenning van het centrum in te trekken en de redenen daarvoor;

3° desgevallend, de wil om de subsidies van het centrum geheel of gedeeltelijk op te schorten en de redenen daarvoor;

4° de mogelijkheid om door de commissie in zijn wegen en middelen gehoord te worden binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het schrijven;

5° de modaliteiten betreffende het eventuele verhoor bedoeld onder 4°;

6° het recht om inzage te nemen van het dossier dat de onder 1° tot 3° bedoelde motivaties bevat en om er voor het verhoor een afschrift van te maken;

7° de mogelijkheid om zich gedurende de hele procedure door een Adviseur te laten bijstaan.

§ 3. De Administratie richt het dossier, samen met het advies van de commissie, aan de Minister, die beslist binnen twintig dagen na ontvangst van de bemerkingen of na het eventuele verhoor.

De Administratie betekent de in het eerste lid bedoelde beslissing, waarin de termijnen en middelen van beroep nader bepaald worden, via een zending met vaste datum.

§ 4. In geval van beslissing tot opschorting kan de Minister, na advies van de commissie, de erkenning van het centrum intrekken als de opschortingstermijn vervalt en het centrum niet heeft voldaan aan de voorwaarden bedoeld in de beslissing tot opschorting.

In geval van beslissing tot opschorting van zijn erkenning mag het centrum geen nieuwe stagiairs opvangen zolang hij niet aan zijn verplichtingen voldoet. De stagiairs in opleiding voor de beslissing tot opschorting mogen hun opleiding tot het einde ervan voortzetten.

**Art. 29.** In geval van niet-nakoming van de bij of krachtens dit decreet bepaalde verplichtingen, van ontbinding van een centrum en van opschorting of intrekking van de erkenning van een centrum kan de Minister één of meer van de in artikel 18, § 2, eerste lid, van het decreet bedoelde sancties toepassen of geheel of gedeeltelijk afzien van de terugbetaling van de subsidie in geval van overmacht of van onverwachte omstandigheden, overeenkomstig artikel 18, § 2, tweede lid, van het decreet.

Het centrum van wie de erkenning is ingetrokken, mag binnen twaalf maanden na de datum van kennisgeving van de intrekking van de erkenning geen nieuwe erkenningsaanvraag indienen.

#### HOOFDSTUK VII. — *Financiering*

**Art. 30.** Het uurpercentage bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet, wordt vastgesteld op 14,75 euro.

Naast de indexering bedoeld in artikel 17, § 6, van het decreet, kan de Minister het uurpercentage met 0,02 euro maximum verhogen, op 1 januari van elk jaar, om rekening te houden met de evolutie van de loonlasten i.v.m. de anciënniteit van het personeel

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Overeenkomstig artikel 17, § 2, tweede lid, van het decreet wordt, vanaf 30 juni 2017, de subsidiëring bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet uitsluitend gevormd door een subsidie zoals bedoeld in artikel 17, § 2, eerste lid, 2<sup>o</sup>, gefinancierd ten laste van twee begrotingsartikelen, de ene "tewerkstelling" binnen programma 12 van organisatieafdeling 18 en de andere "vorming" binnen programma 22 van organisatieafdeling 18.

De subsidiëring bedoeld in het eerste lid heeft een forfaitair karakter.

Op voorstel van de Dienst, beslist de Minister over de toekenning van de jaarlijkse subsidiëring voor het geheel van de erkende centra.

De Dienst betekent de ministeriële beslissing bedoeld in het vorig lid en betaalt de subsidiëring uit overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in paragraaf 4.

§ 2. Een uitgave volledig gefinancierd door de subsidiëring bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet, mag niet door een andere subsidie gefinancierd worden die door dezelfde of een andere subsidiërende overheid wordt toegekend.

§ 3. De subsidiëring bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet, mag niet de totaliteit van de specifieke of algemene uitgaven overschrijden, in verband met het voorwerp van de erkenning toegekend krachtens het decreet.

De beoordeling van het verband van de uitgave met het voorwerp van de erkenning gebeurt in de ruime zin, namelijk dat alle uitgaven worden aanvaardt die niet duidelijk vreemd staan t.o.v. het voorwerp van de erkenning.

De uitgaven bedoeld in het eerste lid moeten wettelijk, daadwerkelijk gemaakt en redelijk zijn.

§ 4. De subsidiëring bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet wordt uitbetaald door de Dienst:

1<sup>o</sup> op basis van een vorderingsverklaring, uiterlijk 15 januari van het jaar n, voor de eerste schijf bedoeld in artikel 17, § 3, 1<sup>o</sup>, van het decreet;

2<sup>o</sup> op basis van een vorderingsverklaring, uiterlijk 30 juni van het jaar n, voor de tweede schijf bedoeld in artikel 17, § 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet;

3<sup>o</sup> uiterlijk 30 juni van het jaar n+1, voor het saldo bedoeld in artikel 17, § 3, 3<sup>o</sup>, van het decreet.

De Dienst betaalt het saldo bedoeld in artikel 17, § 3, 3<sup>o</sup> uit, enkel als het activiteitenverslag bedoeld in artikel 18, § 1, aan de Administratie is overgemaakt en als het geheel van de documenten bedoeld in artikel 18, § 2, en de vorderingsverklaring bedoeld in artikel 17, § 3, 3<sup>o</sup>, van het decreet, aan de Dienst zijn overgemaakt.

De uitbetaling van het saldo bedoeld in artikel 17, § 3, 3<sup>o</sup>, van het decreet wordt opgeschort tot geheel van de documenten bedoeld in het vorig lid aan de Administratie of de Dienst zijn overgemaakt, ieder wat haar/hem betreft.

§ 5. De onrecht gestorte subsidiëring wordt door de Dienst teruggevorderd met alle rechtsmiddelen en, meer bepaald door ze in te houden van de nog te storten subsidiëring.

**Art. 32.** De toekenning aan het centrum van de subsidiëring bedoeld in artikel 31, § 1, is gekoppeld, volgens de modaliteiten bepaald door de Minister en behoudens afwijking toegekend door laatstgenoemde, aan het behoud van het globale tewerkstellingsvolume berekend ten opzichte van een referentiebestand, waarvan de berekeningsmethode door de Minister wordt bepaald.

In de toekenningsbeslissing bedoeld in artikel 31, § 1, derde lid, bepaalt de Minister voor elk centrum, het globale tewerkstellingsvolume bedoeld in het vorig lid.

De Minister kan afwijken van de voorwaarde bedoeld in het eerste lid onder de voorwaarden en volgens de procedure en de modaliteiten die hij vaststelt.

**Art. 33.** Overeenkomstig artikel 17, § 5, van het decreet, neemt de berekening van het uitgevoerde percentage vormingsuren dat de Administratie verricht, de gepresteerde en daarmee gelijkgestelde vormingsuren in overweging, met uitzondering van de uren gratis gepresteerd door een partner gebonden met het centrum, en wordt om de twee jaar verricht te rekenen van het jaar van toekenning van de erkenning van het centrum. Wanneer het centrum geen negentig percent van de erkende vormingsuren uitvoert, wordt de informatie aan de Dienst zo spoedig mogelijk overgemaakt en wordt de subsidie bedoeld in artikel 17, § 1, van het decreet teruggevorderd door de Dienst voor de betrokken periode ten belope van het niet uitgevoerde gedeelte van de negentig percent.

**Art. 34.** Overeenkomstig artikel 3, tweede lid, van het decreet, bepaalt de Minister, tijdens het laatste kwartaal van elk jaar, het maximaal aantal uren die hij het volgend jaar erkent en subsidieert voor elk grondgebied van de KOVA-regio-instanties, rekening houdend met één of meerdere van de volgende criteria: het aantal werkzoekenden, hun profiel t.o.v. het door het decreet bedoelde publiek, de specifieke kenmerken van het grondgebied inzake behoeften aan competenties en prestatieaanbod, met inbegrip van de behoeften inzake beroepsoriëntering en basisvorming.

**Art. 35.** Overeenkomstig artikel 11, vijfde lid, van het decreet, bepaalt de Minister het aantal uren van erkende vorming van een centrum, op het ogenblik van de hernieuwing van erkenning, rekening houdend, namelijk, met de aanvraag ingediend door het centrum, het aantal uren die hij gepresteerd heeft tijdens de erkenning, rekening houdend met de gelijkgestelde uren, alsook met één of meerdere criteria omschreven in artikel 34.

Wanneer een centrum dat het geheel van de voorwaarden bedoeld bij of krachtens het decreet naleeft, evenwel minstens honderd percent van de vormingsuren heeft uitgevoerd waarvoor hij erkend was als centrum, rekening houdend met de gepresteerde en gelijkgestelde uren, gemiddeld berekend op de drie laatste boekjaren voorafgaand aan het jaar van de hernieuwing van de erkenning, wordt de hernieuwing van de erkenning toegekend voor een aantal erkende vormingsuren dat minstens gelijk is aan het aantal uren van de erkenning die voorafgaat, behalve als het centrum vraagt dat dit aantal uren wordt verminderd.

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen**Afdeling 1. — Overgangs- en opheffingsbepalingen*

**Art. 36.** In afwijking van artikel 31, § 1, vierde lidd, betekent de Administratie de beslissing bedoeld in het derde lid van artikel 31, § 1.

In afwijking van artikel 31, § 1, vierde lid, en § 4, voor het jaar 2017, gaat de Administratie over tot de uitbetaling van de eerste schijf in de loop van het eerste kwartaal 2017.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Het centrum erkend overeenkomstig artikel 21, tweede lid, van het decreet, dat reeds in 2016 erkend is als instelling voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of bedrijf voor vorming door arbeid, komt op zijn minst in aanmerking voor een subsidiëring bedoeld in artikel 17, § 2, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van het decreet, van hetzelfde bedrag als de subsidiëring waarvoor hij tijdens het kalenderjaar 2016 in aanmerking is gekomen. Het aantal erkende vormingsuren van dat centrum wordt berekend door het bedrag van de subsidie door het uurpercentage te delen.

In afwijking van het eerste lid, kan een centrum vragen om erkend te worden voor een aantal uren dat lager is dan het aantal uren waarvoor hij tijdens het kalenderjaar 2016 in aanmerking is gekomen.

§ 2. Wanneer het aantal erkende uren van het centrum bedoeld in paragraaf 1 voor het kalenderjaar 2017 overeenkomt met een verhoging van meer dan twintig percent van het aantal uren waarvoor hij erkend was voor het kalenderjaar 2016 en van meer dan tien percent van het aantal uren dat hij tijdens het kalenderjaar 2015 heeft uitgevoerd, rekening houdend met de gepresteerde en gelijkgestelde uren, is de verplichting bedoeld in artikel 17, § 5, van het decreet niet van toepassing tijdens de vier eerste jaren van zijn erkenning. De subsidiëring wordt verworven tijdens deze periode als hij minstens, rekening houdend met de gepresteerde en gelijkgestelde uren, honderd percent van de uren uitvoert die hij gemiddeld uitvoert tijdens de kalenderjaren 2014 tot 2016.

**Art. 38.** Het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot uitvoering van de artikelen 5 tot 7 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling wordt opgeheven.

**Art. 39.** Het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van de artikelen 3 en 4, 8 tot 16 en 18 van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling wordt opgeheven.

*Afdeling 2. — Slotbepalingen*

**Art. 40.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

**Art. 41.** De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 15 december 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/200352]

**12 JANVIER 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon introduisant certaines dispositions dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives à l'agrément et au subventionnement des services d'aide et de soins aux personnes prostituées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 65/7 et 65/9 à 65/11, insérés par le décret du 27 mars 2014;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mai 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juin 2016;

Vu l'avis de la Commission wallonne de l'Action sociale, donné le 22 septembre 2016;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes, donné le 14 juillet 2016;

Vu le rapport du 25 avril 2016 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis 60.439/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 décembre 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, deuxième partie, Livre II, il est inséré un titre II/1, comprenant les articles 68/1 à 68/9, rédigé comme suit :

« **TITRE II/1. — Services d'aide et de soins aux personnes prostituées**

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

Art. 68/1. Pour l'application du présent titre, l'on entend par :

1<sup>o</sup> "le service" : le service d'aide et de soins aux personnes prostituées;

2<sup>o</sup> "l'antenne décentralisée" : le lieu d'activités secondaire du service duquel il dépend financièrement et administrativement, implanté en fonction du caractère ambulatoire ou spécifique de ses activités, ou en fonction de sa position géographique.